



ÉLECTIONS RÉGIONALES ALLEMANDES: L'AFD AU POUVOIR ?

EST-CE QUE LE CORDON SANITAIRE (BRANDMAUER) VA TENIR FACE À LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'AFD ?

Par Pierre Clairé, Directeur adjoint des études du Millénaire

William Thay, Président du Millénaire



AVANT-PROPOS

Cet été 2026, Bernd Prange, maire d'Altmärkische Höhe et encarté à la CDU depuis toujours, a admis avoir versé 10 000 euros à l'AfD et appelle publiquement à voter pour elle. Il ne s'en cache pas car il espère que son propre parti perd, se réveille, et rompe enfin avec ce qu'il juge être des années d'atermoiements et à la gouvernance molle de Merz. Un édile CDU qui finance l'extrême droite pour sauver la CDU d'elle-même qui a besoin de perdre et du départ de Friedrich Merz pour enfin se recentrer et se renouveler. Même dans une fiction, il serait difficile d'inventer un tel paradoxe et de le rendre crédible auprès des lecteurs. C'est pourtant la réalité en Allemagne, alors que le mois de septembre, avec 3 élections régionales sous tension, s'annonce critique pour le Chancelier actuel.

Le geste et les déclarations de Prange ne constituent pas un accident isolé, une anecdote banale impliquant un membre décalé de la CDU, qu'on regarderait avec un sourire condescendant outre-Rhin. C'est le symptôme du chancèlement du cordon sanitaire allemand, ce mur érigé après 1945 pour tenir l'extrême droite à distance du pouvoir, qui frémit, et ne s'effondre pas sous les coups d'un assaut extérieur. Il se dissout de l'intérieur, rongé par ses propres gardiens, entre SPD et CDU. Malgré les assauts de certains membres de la CDU, Friedrich Merz, lui, jure qu'il tiendra le cap, et se pose en rempart face à l'AfD. Mais ces déclarations, qui s'ajoutent à celles de Markus Söder en Bavière, semblent plus s'apparenter à des déclarations stratégiques qu'à des certitudes. Au sein de l'Union elle-même, censée être le dernier vestige d'un centrisme politique qui a bâti l'Allemagne que nous connaissons (le SPD ayant perdu du terrain depuis quelques temps), ces contradictions internes sur le cordon sanitaire interrogent et montrent qu'un cap pourrait être franchi rapidement alors qu'on ne

sait pas si ses membres font bloc pour défendre la digue ou s'ils l'ont déjà plus ou moins abandonné. C'est peut-être la meilleure définition qu'on puisse donner d'un parti au bord de la rupture, et ce n'est pas pour déplaire à l'AfD, qui n'en demandait pas tant...

Plus de 80 ans après la fin de la guerre et quasiment 80 ans après la fin du procès de Nuremberg, on peut se demander légitimement si le Cordon Sanitaire, que les citoyens eux-mêmes commencent à renier, et que les partis centristes historiques, CDU en tête, ne défendent plus avec conviction, a encore un sens ?

Les 3 scrutins de septembre ne sont pas le vrai sujet (même si une arrivée de l'AfD au pouvoir ferait énormément parler) ce sont des thermomètres, pas des verdicts, et il faut résister à la tentation de les surinterpréter. Le vrai sujet est ailleurs, alors que l'AfD a cessé d'être un épiphénomène est-allemand pour devenir un phénomène national, et que le Chancelier a connu quinze mois de mandat complexes, qui n'ont pas suffi à convaincre, et alors que la digue que ses propres bâtisseurs ne défendent plus avec la même conviction qu'hier semble craquer. Les conséquences, pour l'Allemagne, pour l'Europe et pour la France en particulier, ne se limitent pas à un scrutin régional, mais elles engagent la fiabilité d'un partenaire dont dépend, largement, l'équilibre du continent.

Il est difficile de se montrer catégorique sur la question posée par le titre. Mais nous ne sommes pas les seuls dans ce cas, car même dans les rangs de la CDU, il est difficile de trouver un front uni pour défendre ce cordon, que les Allemands eux-mêmes ont cessé de voir comme une valeur ultime.

AVANT-PROPOS	2
<i>Un thermomètre, pas un VERDICT, LES élections de septembre.....</i>	6
Trois Länder à part : pourquoi l'Est ne doit pas être surinterprété sur l'Allemagne de demain	6
Le seuil du possible : entrer au gouvernement, pas seulement gagner.....	12
Ce que le scrutin mesure malgré tout	23
Données pratiques	26
1. Démographie : Land le plus vieux et déclinant d'Allemagne	26
2. Social	27
3. Données importantes :.....	28
1. Démographie : le Land le moins dense d'Allemagne	29
2. Économie, clivages territoriaux et histoire	30
1. Démographie.....	30
2. Choc politique de la mandature, le blackout du 3 janvier 2026	31
<i>La menace AfD qui monte.....</i>	33
L'Est comme point de départ, les raisons premières.....	33
Une économie qui n'a jamais rattrapé l'Ouest... ..	33
Une génération qui est partie et n'est pas revenue	35
Une défiance de l'Ouest et du politique vivace qui ne se referme pas	36
Une dynamique désormais nationale	39
2025, ou la bascule vers l'Ouest visible	40
Une montée qu'on a essayé de freiner	43
<i>Le bilan Merz : une chancellerie qui n'a pas convaincu</i>	47
Les promesses rompues	47
Une coalition en pièces détachées	53
Un avenir déjà écrit ?	56
Une fuite de l'électorat de la droite (coalition, échec, pourquoi ?).....	59
<i>Quelles conséquences pour l'Allemagne et l'Europe ?</i>	62
La fin annoncée du cordon sanitaire allemand ?	62
L'AfD parti de contestation ou futur parti de gouvernement.....	65

Une Allemagne moins fiable pour ses partenaires.....	69
L'AfD et L'EUROPE : minoritaire à Strasbourg, radicale sur le fond	72
Ce que cela dit pour la France	75
CONCLUSION.....	82

UN THERMOMETRE, PAS UN VERDICT, LES ELECTIONS DE SEPTEMBRE

TROIS LÄNDER A PART : POURQUOI L'EST NE DOIT PAS ETRE SURINTERPRETE SUR L'ALLEMAGNE DE DEMAIN

Les habitants de Saxe-Anhalt, Berlin et du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale sont conviés aux urnes respectivement les 6 et 20 septembre prochain pour choisir leur futur exécutif. Trois scrutins régionaux, mais il est difficile d'y voir un référendum national sur l'AfD ou une répétition générale avant les législatives de 2029. Car tout au plus deux de ces trois Länder ne testent rien, ils confirment une tendance déjà aperçu lors des précédents scrutins.

La Saxe-Anhalt se convertit progressivement à l'AfD. En 2016, pour sa toute première participation à un scrutin régional dans ce Land, le parti obtint 24,3 % des voix, un score qui, à l'époque fit l'effet d'une déflagration politique¹. Hormis, la parenthèse de 2021, où le parti retombait légèrement à 20,8 %, sans perdre son rang de deuxième force, loin devant tout le reste², il a constamment progressé. Lors des élections européennes de 2024, quand l'AfD y grimpa à 30,5 %, près du double de son score national de 15,9 %³. Un an plus tard, aux législatives

¹Wikipedia, « 2016 Saxony-Anhalt state election », https://en.wikipedia.org/wiki/2016_Saxony-Anhalt_state_election.

²Wikipedia, « 2021 Saxony-Anhalt state election », https://en.wikipedia.org/wiki/2021_Saxony-Anhalt_state_election.

³Fondapol, « AfD: the German far-right at a dead end », novembre 2024, <https://www.fondapol.org/en/study/afd-the-german-far-right-at-a-dead-end/>.

de février 2025, le Land lui donna 37,1 % des voix, contre 20,8 % au niveau fédéral⁴. Le parti y remporta, sans exception, les huit circonscriptions disputées au scrutin direct⁵. Depuis, la courbe ne fait que grimper, en effet, un sondage Insa du 3 juillet 2026 plaçait l'AfD à 41 % dans le Land, contre 24 % pour la CDU, un écart de dix-sept points que personne, il y a cinq ans, n'aurait osé pronostiquer.

Résultats des élections en Saxe-Anhalt ⁶				
	Élections régionales 2021	Élections européennes 2024	Élections fédérales 2025	Moyenne des derniers sondages (depuis 01/07/26) ⁷
Afd	20,8%	30,5%	37,1%	41,6%
CDU	37,1%	22,8%	19,2%	22,9%
Die Linke	11,0%	4,8%	10,8%	12,8%
SPD	8,4%	8,7%	11,0%	6,9%
Grünen	5,9%	3,9%	4,4%	4,9%
BSW	(Non-candidat)	15%	11,2%	4,1%
FDP	6,4%	2,5%	3,1%	3,3%

⁴ZDFheute, « AfD-Wahlergebnisse bei der Bundestagswahl: Erfolg im Osten », 24 février 2025, <https://www.zdfheute.de/politik/deutschland/afd-wahlergebnisse-bundestagswahl-2025-100.html>.

⁵State Returning Officer, « Results of the 2025 German federal election », https://en.wikipedia.org/wiki/Results_of_the_2025_German_federal_election.

⁶ Wahlrech <https://www.wahlrecht.de/umfragen/landtage/sachsen-anhalt.htm>

⁷ Décompte arrêté au 2 septembre 2026

L'explication de ce basculement électoral trouve ses racines dans le choc migratoire de 2015, quand plus d'un million de demandeurs d'asile ont été accueillis en quelques mois, dont une part fut redirigée, par la clé de répartition interne, vers des Länder est-allemands mal préparés à l'absorber. Dix ans plus tard, la carte électorale n'a pas bougé, elle s'est radicalisée.

Le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale va dans le même sens. En 2021, l'AfD y obtenait 16,7 %, un score plus qu'honorable alors que la SPD de Manuela Schwesig dominait alors largement, avec 39,6 %⁸. Aux européennes de 2024, le parti bondit à 28,3 %, contre 15,9 % au national⁹. Aux législatives de 2025, il s'installa à 35 %, devançant la CDU (17,8 %) de dix-sept points et raflant les six circonscriptions du Land¹⁰.

Résultats des élections en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale ¹¹				
	Élections régionales 2021	Élections européennes 2024	Élections fédérales 2025	Moyenne des derniers sondages) ¹²
Afd	16,7%	28,3%	35%	35,7%
CDU	13,73%	21,5%	17,8%	10,6%
Die Linke	9,9%	4,9%	12%	11,3%

⁸Yahoo News, « Germany's AfD leads poll at 37% ahead of September regional vote », 2026, <https://www.yahoo.com/news/articles/germanys-afd-leads-poll-37-095839580.html>.

⁹Statista, « Ergebnis der Europawahl in Deutschland nach Bundesländern 2024 », juillet 2024, <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/1472545/umfrage/ergebnis-der-europawahl-nach-bundeslaendern>.

¹⁰Politik MV, « Die Bundestagswahl im Überblick », 24 février 2025, <https://politik-mv.de/2025/02/24/die-bundestagswahl-im-ueberblick/>.

¹¹ Wahlrecht.de : <https://www.wahlrecht.de/ergebnisse/mecklenburg.htm>

¹² Décompte arrêté du 1^{er} janvier 2026 au 2 septembre 2026 : <https://www.wahlrecht.de/umfragen/landtage/mecklenburg-vorpommern.htm>

SPD	39,6%	10,3%	12,4%	27,4%
Grünen	6,3%	4,8%	5,4%	4,6%
BSW	(Non-candidat)	16,4%	10,6%	4,8%
FDP	5,8%	2,6%	3,2%	2,8%

Ainsi dans ces deux Länder, l'écart entre le score régional et le score national de l'AfD ne s'est jamais résorbé, à aucun scrutin, depuis dix ans. Il s'est même élargi à chaque cycle électoral (entre élections locales, européennes, fédérales, ou régionales). Le centre d'études américain CSIS nous dit que sur les cinq Länder de l'ex-RDA, l'AfD dépasse aujourd'hui 32,5 % dans chacun, avec une pointe à 41 % en Thuringe¹³. Ce n'est pas une vague qui submerge soudainement une région jusque-là épargnée. C'est une hégémonie électorale installée depuis une décennie, qui précède largement le tournant national de 2024-2025 et ne fait, désormais, que s'y superposer. Ici c'est la confirmation d'un basculement ancien et pas un choc.

Berlin, elle, raconte une tout autre histoire. Aux européennes de 2024, l'AfD n'obtint que 11,6 % à Berlin, en retrait par rapport à sa moyenne nationale de 15,9 %¹⁴. Aux législatives de 2025, la capitale la plaça cinquième, à 15,2 %, derrière Die Linke (19,9 %, en tête du scrutin), la CDU (18,3 %), les Verts (16,8 %) et à peine devant le SPD (15,1 %). Il faut noter que c'est l'un des deux seuls Länder du pays, avec la Hesse, où

¹³Donatienne Ruy et Emma Buelte, « A Far-Right Breakthrough? Germany's AfD on the Brink of State-Level Governance », CSIS, 30 juillet 2026, <https://www.csis.org/analysis/far-right-breakthrough-germanys-afd-brink-state-level-governance>.

¹⁴Statista, « Ergebnis der Europawahl in Deutschland nach Bundesländern 2024 », juillet 2024, <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/1472545/umfrage/ergebnis-der-europawahl-nach-bundeslaendern>.

L'AfD ne s'est classée ni première ni deuxième¹⁵. Et lors du scrutin régional du 12 février 2023, l'AfD plafonnait à 9,1 %, un score presque anecdotique à côté des chiffres de Saxe-Anhalt¹⁶.

Résultats des élections à Berlin ¹⁷				
	Élections régionales 2023	Élections européennes 2024	Élections fédérales 2025	Moyenne des derniers sondages) ¹⁸
Afd	9,1%	11,6%	15,2%	17,4%
CDU	28,2%	17,6%	18,3%	20,0%
Die Linke	12,2%	7,3%	19,9%	18,2%
SPD	18,4%	13,2%	15,1%	14,2%
Grünen	18,4%	19,6%	16,8%	16,3%
BSW	(Non-candidat)	8,7%	6,7%	3,6%
FDP	4,6%	4,3%	3,8%	3,3%

La raison est simple, contrairement à la Saxe-Anhalt ou au Mecklembourg, Berlin n'est pas un Land de l'Est au sens où l'entend la sociologie électorale allemande, même si son historiquement ou géographiquement on pourrait penser le contraire. C'est une ville-

¹⁵Berlin.de, « Bundestagswahl 2025: Berliner Wahlergebnis festgestellt », 10 mars 2025, <https://www.berlin.de/aktuelles/9527764-958090-bundestagswahl-2025-berliner-wahlergebni.html>.

¹⁶Statista, « Ergebnis der Wahl zum Abgeordnetenhaus in Berlin 2023 », mars 2023, <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/3114/umfrage/endergebnis-der-wahl-zum-abgeordnetenhaus-in-berlin>.

¹⁷ Wahlrecht.de : <https://www.wahlrecht.de/ergebnisse/mecklenburg.htm>

¹⁸ Décompte arrêté au 2 septembre 2026 : <https://www.wahlrecht.de/umfragen/landtage/mecklenburg-vorpommern.htm>

monde cosmopolite, jeune, universitaire, où les quartiers de l'Ouest et le centre gentrifié pèsent aujourd'hui plus lourd dans l'urne que les grands ensembles est-berlinois. Lors des élections fédérales de 2025, à Marzahn-Hellersdorf, ancienne cité est-allemande de tours en béton, l'AfD culmine à 31,2 %, un score en ligne avec le reste de l'Allemagne de l'Est. À quelques stations de S-Bahn de là, à Friedrichshain-Kreuzberg-Prenzlauer Berg Ost, quartier bohème s'il en est, elle ne recueille que 7,2 %¹⁹. Un rapport d'un à quatre, dans la même ville, le même dimanche. Berlin reproduit ainsi, en miniature, la fracture est-ouest du pays tout entier, mais son poids démographique bascule nettement du côté ouest, ce qui écrase la moyenne du Land.

Cela ne signifie pas que Berlin serait immunisée face à la montée de l'AfD, sa progression y est réelle, et même en proportion (de 9,1 % en 2023 à une fourchette de 18-19 % dans les sondages de l'été 2026). L'institut Insa, dans une enquête publiée le 23 juillet, plaçait même brièvement l'AfD en tête avec 19 %, à un point à peine de la CDU et de Die Linke, à 18 % chacune. La moyenne pondérée des instituts, elle, penche plutôt pour un classement CDU (20,0%) devant l'AfD (17,4%). Doubler un score en trois ans n'est pas rien, mais on reste loin de la possibilité de gouverner seul (seule option pour l'AfD que personne ne veut voir dans sa coalition, à Berlin ou dans les autres scrutins régionaux).

Voilà pourquoi parler d'un « test AfD » unique, les 6 et 20 septembre, relève davantage de la commodité journalistique que de l'analyse politique. Il y a bien deux élections, ce mois de septembre 2026, l'une, jouée d'avance ou presque, qui confirme une hégémonie est-allemande vieille d'une décennie, en Saxe-Anhalt comme au

¹⁹Statista, « Ergebnisse der Bundestagswahlen in Berlin nach Wahlkreis 2025 », 2025, <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/1559434/umfrage/ergebnis-der-bundestagswahlen-in-berlin>.

Mecklembourg. L'autre, réellement disputée, se joue dans une capitale où l'extrême droite progresse sans dominer. Les confondre, c'est prêter à toute l'Allemagne une dynamique qui n'appartient encore, pour l'essentiel, qu'à une moitié du pays, mais c'est en train de changer.

LE SEUIL DU POSSIBLE : ENTRER AU GOUVERNEMENT, PAS SEULEMENT GAGNER

Arriver en tête d'un scrutin et entrer au gouvernement sont, en Allemagne, deux choses presque sans rapport (les élections en Thuringe de 2024 l'ont bien montré). Le système électoral allemand, à la proportionnelle intégrale corrigée d'un seuil de 5 %, et ne récompense pas le vainqueur. C'est assez simple, car il faut une majorité de sièges pour gouverner, pas une majorité de voix. Ajoutez à cela le pacte informel par lequel CDU, SPD, Verts et Linke s'interdisent toute coalition avec l'AfD, le Brandmauer, et l'on comprend que la vraie question, ce 6 puis ce 20 septembre, n'est pas de savoir qui gagnera. C'est de savoir qui pourra gouverner sans elle. Or la réponse n'est pas la même dans les trois Länder.

En Saxe-Anhalt, l'AfD n'a jamais été aussi proche du pouvoir. Les projections de sièges fondées sur les derniers sondages (41 % pour l'AfD, environ 25 % pour la CDU) et notre modèle prédictif²⁰, lui donneraient 39 sièges (scénario central de nos 20 000 simulations donnant à l'AfD entre 36 et 41 sièges) des 85-91 sièges du Landtag de Magdebourg (notre modèle prévoit un nombre plus élevé de sièges en raison du système de compensation, qui dépend du score des Verts et de leur capacité à dépasser les 5%, ce qu'ils arrivent à faire 56,3% des

²⁰ Modèle prédictif du Millénaire pour l'élection régionale en Saxe-Anhalt, <https://lemillenaire.org/forecast/forecast-allemande-saxe-anhalt-2026.html>

20 000 simulations). Il en faut 43 ou 46 pour gouverner seule²¹. Quatre sièges, c'est tout ce qui pourrait éloigner un parti d'extrême-droite du pouvoir en Allemagne, une première dans l'histoire de la République fédérale (et depuis 1945). En effet, l'arrivée au pouvoir de l'AfD dépend de plusieurs facteurs, que nous allons tenter de décrypter ici.

En effet, notre modèle²² estime qu'il existe deux grands types de scénarios : un avec l'entrée des Verts au Parlement (ils rentrent au Landtag dans 56,3% de nos 20 000 simulations), un où ils n'arrivent pas à franchir la barre des 5% (dans 43,7% de nos 20 000 simulations). Ce scénario change la nature du troisième tour puisqu'il fait évoluer le seuil de la majorité de 43 à 46 sièges. En effet, dans ce scénario le Landtag passerait de 85 à 91 sièges.

Pour rappel, la loi électorale prévoit un scrutin mixte où chaque électeur dispose de deux voix, et ce sont les secondes qui décident presque tout. L'électeur de Saxe-Anhalt vote deux fois le même jour. La **première voix**, Erststimme, désigne un candidat dans sa circonscription : il y en a 41, et chacune envoie au Landtag celui qui arrive en tête, à la majorité relative et en un seul tour. La **seconde voix**, Zweitstimme, va à une liste de parti à l'échelle du Land.

Les deux voix n'ont pas le même poids. C'est la seconde qui fixe la répartition d'ensemble : le nombre total de sièges revenant à chaque parti est calculé à partir d'elle seule, à la proportionnelle. Les mandats directs gagnés à la première voix viennent en déduction de ce total. Un parti qui remporte dix circonscriptions et a droit à trente sièges au total en recevra vingt de sa liste. C'est pourquoi un modèle qui

²¹« Landtagswahl Sachsen-Anhalt 2026: AfD 41,5 %, CDU 25,1 % », Statistiken Aktuell, juillet 2026, <https://statistiken-aktuell.de/landtagswahl-sachsen-anhalt-2026/>.

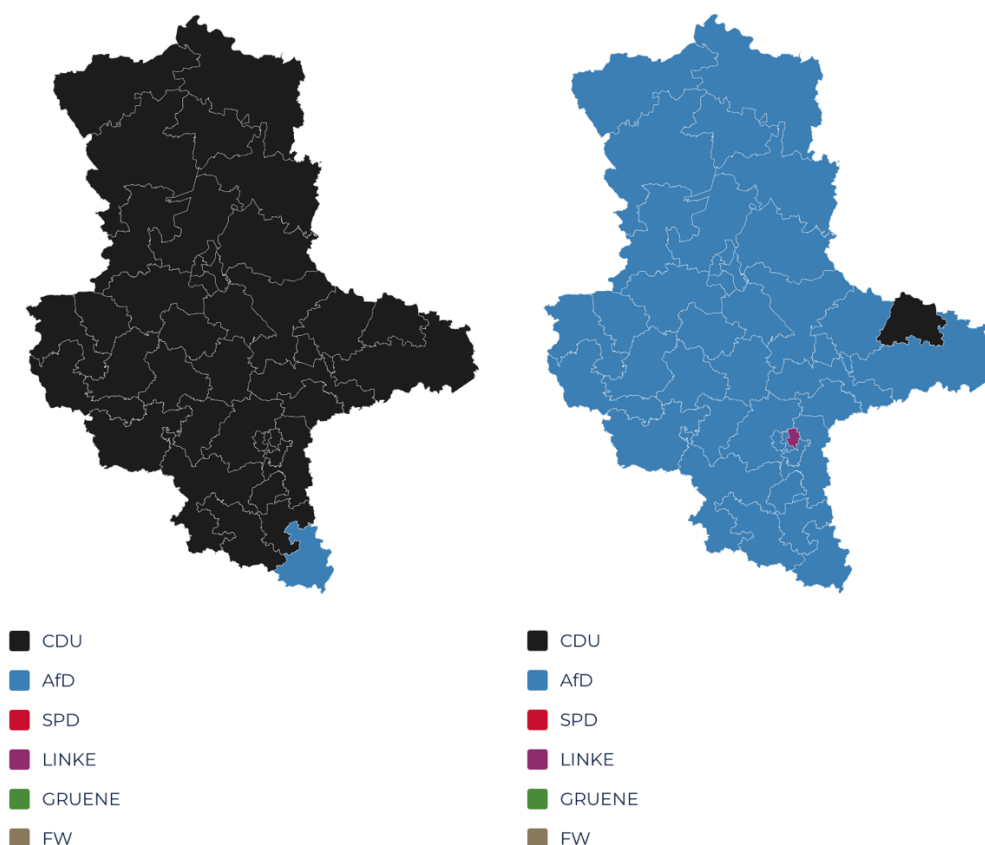
²² Résultats en date du 3 septembre 2026 du Modèle prédictif du Millénaire : <https://lemillenaire.org/forecast/forecast-allemande-saxe-anhalt-2026.html>

prédirait bien les circonscriptions mais mal la seconde voix se tromperait sur l'essentiel.

Un parti qui n'atteint pas 5 % des secondes voix n'obtient aucun siège de liste, quel que soit son score. Ses voix ne disparaissent pas pour autant : elles sortent du calcul, et la répartition se fait entre les seuls partis qualifiés, ce qui gonfle mécaniquement la part de chacun d'eux. C'est la raison pour laquelle le sujet de ce scrutin n'est pas le vainqueur mais la barre des 5 %, et pourquoi un parti donné à 4,8 % déplace des sièges selon qu'il la franchit ou non. La Saxe-Anhalt n'a pas de clause de mandat direct. À Berlin, en revanche, un seul mandat direct remporté lève le seuil et ouvre l'accès à la répartition proportionnelle : la même règle nationale connaît des variantes d'un Land à l'autre.

Le Landtag compte 83 sièges de base. Il en compte presque toujours davantage, et c'est le point le moins intuitif du système. Quand un parti remporte plus de circonscriptions que son droit proportionnel ne lui en accorde, il conserve le surplus : ce sont les **mandats excédentaires**, Überhangmandate. Pour rétablir l'équilibre, la loi attribue alors aux autres partis des **mandats compensatoires**, Ausgleichsmandate, jusqu'à ce que la proportionnalité d'ensemble soit restaurée. Le Parlement grossit donc à mesure qu'un parti domine les circonscriptions sans dominer les secondes voix.

C'est exactement la situation prévue ici : l'AfD est donnée gagnante dans 39 des 41 circonscriptions avec 39 % des secondes voix. Le Landtag passe de 83 sièges à 91 selon que les Verts rentrent, et jusqu'à 99 dans un cas sur vingt. Le seuil de majorité absolue monte avec lui, de 42 à 46 sièges. La répartition suit la méthode Hare-Niemeyer, dite des plus forts restes.



Carte des circonscriptions électorales : à gauche la carte de 2021 où la CDU avait remporté 40 sièges sur les 41 / à droite la prévision de notre modèle prédictif où l'AfD est favorite dans 39 circonscriptions

Cet écart faible dépend de la performance de l'AfD (qui arrive à être majoritaire toute seule dans 7,2% des 20000 simulations), mais surtout il dépend du sort des petits partis et de leur capacité de dépasser les 5% (le FDP est bien évidemment compté dedans). Chaque voix donnée à un parti qui échoue sous la barre des 5 % est une voix perdue pour la répartition des sièges, et elle profite mécaniquement aux partis qui franchissent le seuil. **Pourquoi 39 % de voix ne font pas une majorité.** Les sièges ne se répartissent qu'entre les partis qui franchissent les 5 %. Les voix des autres, et celles du poste résiduel, sont écartées du calcul. Ce qui compte pour l'AfD n'est donc pas son score dans le Land, mais sa part parmi les voix qui comptent.

Aujourd'hui, l'AfD est donnée à 38,9 % dans notre modèle²³ et l'ensemble des partis qualifiés à environ 89,8 %. Sa part utile est donc de 43,3 %, et il lui faut dépasser 50 % de ce total pour avoir la majorité des sièges. **Il lui manque environ six points de score.**

Moins il y a de partis au Landtag, plus la barre s'abaisse : les voix des recalés sont écartées et la part utile de l'AfD monte à score égal.

PARTIS AU LANDTAG	SCORE REQUIS	ÉCART AU CENTRAL
Quatre : AfD, CDU, Linke, SPD	42,8 %	+3,9 pts
Cinq, avec le BSW	44,7 %	+5,8 pts
Cinq, avec les Grünen	45,4 %	+6,5 pts
Six, Grünen et BSW	47,2 %	+8,3 pts

Score qu'il faudrait à l'AfD pour atteindre la majorité absolue des sièges, selon le nombre de partis qui franchissent les 5 %, à la stricte proportionnelle entre qualifiés.

Le modèle confirme ce classement sur les tirages réels : **la majorité absolue de l'AfD vaut 13,4 % des tirages quand les Grünen restent dehors, et seulement 2,5 % quand ils entrent.** Cinq fois moins, pour six points de seuil supplémentaires.

Un second effet joue en sens contraire, et il est propre au système allemand. L'AfD est donnée favorite pour remporter 39 des 41 mandats directs, bien au-delà de son droit proportionnel. Ces mandats excédentaires lui restent acquis, la loi compense les autres partis pour rétablir la proportionnalité, et le Parlement gonfle : 91 sièges quand les

²³ Modèle prédictif du Millénaire avec des résultats arrêtés au 3 septembre 2026

Grünen entrent, 85 sinon, contre 83 de base. Le seuil de majorité monte avec lui, de 43,5 à 45,9 sièges. L'AfD s'éloigne donc de la majorité sans perdre un seul siège.

C'est cette double mécanique qui explique qu'un parti à près de 39 % des voix, arrivé en tête dans 98 % des simulations et raflant la quasi-totalité des circonscriptions, n'obtienne la majorité absolue que dans 7,2 % des tirages.

Sans majorité quelle scénario pour le troisième tour ?

C'est le cas de figure dominant : dans 89,7 % des tirages, aucune coalition majoritaire et praticable n'existe. L'article 65 alinéa 2 de la Verfassung du Land prévoit qu'au troisième tour, la majorité des seuls suffrages exprimés suffit à élire le Ministre-président, l'abstention étant retirée du décompte.

Voir l'AfD en tête est le scénario dominant, mais voir l'AfD gouverner est ainsi peu probable. Une coalition CDU-Linke-SPD pourrait être majoritaire, certes, mais si étroite qu'elle tiendrait à un cheveu près (mais on a bien vu en Thuringe que les coalition de fortune sont une option plus viable en Allemagne, la haine de l'AfD prévalant), et surtout une majorité que la CDU elle-même refuse d'envisager, le parti exclut, depuis des années, toute coopération avec Die Linke, jugée tout aussi infréquentable à droite que l'AfD ne l'est au centre. Pour autant, le BSW a annoncé qu'en cas de refus de coalition apolitique comme en Thuringe, ils se reservaient la possibilité de s'abstenir, ce qui permettrait à l'AfD de pouvoir faire élire un ministre-président au troisième tour de scrutin au Parlement. Cela représenterait la première fois que l'extrême-droite parvient au pouvoir depuis 1945 en Allemagne.

Deux configurations coexistent, et elles ne donnent pas le même résultat. Les Grünen entrent au Landtag dans 56,3 % des tirages : le

Parlement compte alors 91 sièges, AfD 39, CDU 25, Die Linke 13, SPD 8, Grünen 6. Sinon, 85 sièges et pas de Grünen. Donc, comme le montre notre infographie ci-dessous, ces différents scénarios offrent une voie pour une réélection du ministre-président sortant : Sven Schulze de la CDU.

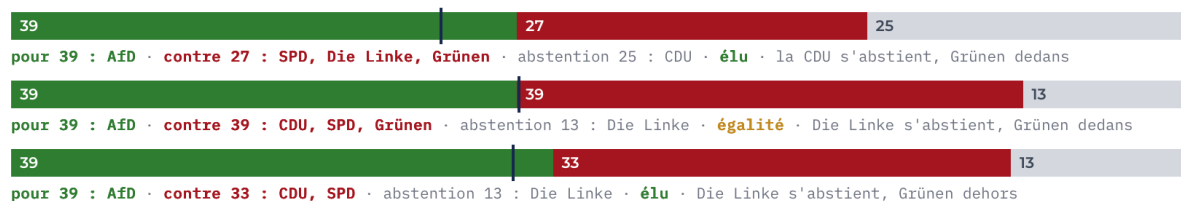
1. Sven Schulze (CDU) élu avec les voix de Die Linke Die Linke vote pour sans entrer au gouvernement



Le scénario le plus ouvert dans les deux configurations, et l'entrée des Grünen l'élargit encore : les treize voix de Die Linke s'ajoutent à 39 sièges de gouvernement au lieu de 33, soit 52 contre 39.

Pourquoi Die Linke voterait pour sans participer. Trois raisons se cumulent. Le barrage d'abord : elle a emprunté ce chemin dans d'autres Länder pour empêcher l'AfD d'accéder à la présidence, et s'est dite prête à défendre la démocratie avec la CDU le 13 août en Wahlarena MDR. La contrainte ensuite : Schulze a exclu des ministres Linke, pas un accord parlementaire, donc entrer au gouvernement lui est de toute façon fermé. Son intérêt propre enfin : à treize sièges dans un Land qu'elle a failli quitter en 2023, elle a plus à gagner en restant l'opposition de gauche qu'en co-signant l'austérité d'un gouvernement CDU.

2. Ulrich Siegmund (AfD) élu gouvernement minoritaire AfD, deux chemins



C'est ici que l'entrée des Grünen change tout. Sans eux, une abstention de Die Linke installe l'AfD : 39 voix contre 33, Siegmund est élu. Avec eux, les six voix des Grünen s'ajoutent au camp du non et l'égalité se fait à 39 contre 39. L'AfD n'a plus la majorité des exprimés, et son élection échoue.

Autrement dit, l'entrée des Grünen ferme le chemin le plus contre-intuitif du scrutin, celui où une abstention de gauche installe l'extrême droite. Ce que prévoit le droit en cas d'égalité exacte au troisième tour n'a pas été établi sur source primaire, et c'est un point à trancher.

Le chemin par l'abstention de la CDU reste ouvert dans les deux configurations. Il est arithmétiquement large et politiquement fermé : la CDU s'est engagée en sens contraire.

3. Sven Schulze (CDU) élu par une coalition majoritaire sans passer par le troisième tour



Le seul cas où l'investiture ne se joue pas au troisième tour. CDU + SPD + Grünen atteint 39 sièges pour 46 requis : la coalition n'est pas majoritaire à elle seule, et elle ne le devient que dans 2,6 % des tirages de cette branche. Une participation de Die Linke la rendrait largement majoritaire, mais Schulze a exclu tout ministre Linke.

Le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale offre un tableau presque inverse, et pourtant tout aussi inquiétant à sa manière. Là, l'AfD plafonne autour de 35-36 % dans les intentions de vote, loin, cette fois, du seuil des 50 % de sièges. Ainsi sa victoire est probable (34,2% de

score central dans notre modèle prédictif²⁴), mais les projections lui donnent 31 sièges sur les 79 que compterait le Landtag selon nos simulations loin des 30 sièges nécessaires pour dispose d'une majorité absolue.

CHANCES D'ENTRER AU LANDTAG



²⁴ Modèle prédictif du Millénaire sur le Mecklembourg-Pomérie-Occidentale dont les résultats sont en date du 2 septembre 2026, tous les résultats provenant de notre modèle prédictif est stoppé à cette date pour l'élaboration de cette étude

Car la coalition rouge-rouge sortante, celle de Manuela Schwesig (SPD) et Die Linke, perdrait elle aussi sa majorité, avec seulement 36 sièges sur 79. La seule combinaison qui, arithmétiquement, franchit la barre des 40 sièges sans l'AfD est un attelage SPD-CDU-Linke à trois, crédité d'environ 47 sièges mais encore une fois la CDU exclut toute coopération avec Die Linke (plus durement qu'en Saxe-Anhalt).

Ici c'est plus l'impossibilité d'une coalition qui domine, même si cela est moins improbable qu'en Saxe-Anhalt. Cela supposerait une surperformance d'un des trois partis au détriment de l'AfD, à savoir de la CDU, de Die Linke ou du SPD. Même le modèle testé en Thuringe (une alliance CDU-SPD-BSW, sans Die Linke) n'atteindrait pas la majorité dans ce Land ; quant à un attelage AfD-BSW, envisageable en théorie en Saxe-Anhalt, resterait lui aussi trop court en voix. Reste l'atout personnel de Schwesig, dont la cote de popularité demeure, à ce jour, sans égale parmi les ministres-présidents allemands, au point qu'elle pourrait, seule, faire mentir les sondages et sauver de justesse une majorité pour son camp. Mais un capital de sympathie ne remplace pas une majorité arithmétique. Comme en Saxe-Anhalt, le Mecklembourg ne risque donc pas de se réveiller le 21 septembre avec un gouvernement AfD. Il risque de se réveiller sans gouvernement du tout, ou avec une coalition qui pourrait ne pas survivre à la législature.

Berlin, une fois de plus, ne joue pas dans la même catégorie, et c'est précisément ce qui rend son scrutin instructif. L'AfD y progresse, certes (elle fut même placée en tête cet été par un sondage). Mais il est improbable de voir un scénario de gouvernement AfD.

Scénario central du Modèle prédictif du Millénaire pour Berlin²⁵

CHANCES D'ENTRER À L'ABGEORDNETENHAUS



La vraie bataille berlinoise se joue ailleurs. La coalition noire-rouge sortante de Kai Wegner (CDU-SPD), qui disposait de 86 des 159 sièges du Parlement après le scrutin de 2023²⁶, perdrait sa majorité selon

²⁵ Modèle prédictif du Millénaire pour l'élection à Berlin, dont les résultats ont été arrêtés pour toute l'étude au 2 septembre 2026

²⁶ Statista, « Sitzverteilung im Abgeordnetenhaus in Berlin nach der Abgeordnetenhauswahl 2023 », février 2023, <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/421952/umfrage/sitzverteilung-im-abgeordnetenhaus-in-berlin/>.

notre modèle (avec 72 sièges loin de la majorité absolue, car si la loi prévoit 130 sièges, le système de compensation pourrait faire exploser le nombre de sièges). Deux attelages principaux lui succéderaient alors, en théorie : soit une coalition CDU-Verts-SPD sous la houlette de Wegner, soit un retour de la coalition rouge-rouge-verte (SPD-Verts-Linke) qui gouverna la capitale de 2016 à 2023, cette fois potentiellement emmenée non plus par le SPD, mais par Die Linke elle-même. Verts et SPD, courtisés des deux côtés, deviennent ainsi les véritables faiseurs de rois du scrutin berlinois.

Die Linke opère, à Berlin, un redressement que peu avaient anticipé il y a un an à peine. Partie de 12,2 % et 22 sièges en 2023, elle talonne désormais la CDU dans plusieurs enquêtes, portée par la question du logement et par la promesse, jamais mise en œuvre, du référendum sur l'expropriation des grands bailleurs²⁷. Kai Wegner, de son côté, a fermé la porte sans détour : « Ça ne marche pas avec un parti qui veut des expropriations », a-t-il tranché, excluant toute coalition avec Die Linke (mais dans le Mecklembourg comme en Saxe-Anhalt, ce refus barre la seule voie mathématique pour contrer l'AfD, alors qu'à Berlin il n'a pas ce coût, l'AfD n'entre de toute façon pas dans l'équation).

Trois Länder, donc, trois seuils avec des enjeux différents. En Saxe-Anhalt, le seuil est celui, très concret, d'un gouvernement AfD sans partenaire. Au Mecklembourg, le pare-feu tient, mais au prix d'une paralysie possible, faute d'attelage crédible qui n'exige pas d'un des partis « démocratiques » qu'il renie sa propre ligne rouge. À Berlin, la peur AfD n'existe pas vraiment, le parti reste, malgré sa progression, structurellement incapable de gouverner, et le vrai basculement à surveiller le 20 septembre se joue entre la CDU et une gauche revigorée, une bataille qui peut sembler déconnectée des autres, mais

²⁷« Berlin Umfragen – Sonntagsfrage », [sonntagsfrage.online](https://sonntagsfrage.online/berlin), consulté en août 2026, <https://sonntagsfrage.online/berlin>.

plus révélatrice de ce que devient la vie politique allemande, tiraillée entre une extrême droite forte et une extrême gauche dominante...

CE QUE LE SCRUTIN MESURE MALGRE TOUT

Les scrutins du 6 et du 20 septembre ne disent rien du score de l'AfD aux législatives de 2029 mais ils captent une pression atmosphérique réelle, qui ne s'arrête pas aux frontières de la Saxe-Anhalt.

La première raison de prendre ces scrutins au sérieux est que l'histoire électorale récente de l'Allemagne montre que l'Est a, de façon répétée, anticipé de plusieurs années ce qui allait devenir la norme nationale. Car les scores de l'AfD en Saxe-Anhalt et au Mecklembourg dépassaient déjà, dès 2016 et 2021, ce que le parti n'obtiendrait qu'au niveau fédéral plus tard. Aux européennes de 2024, l'AfD plafonnait à 15,9 % au niveau national ; aux législatives de février 2025, elle continuait de monter jusqu'à 20,8 %²⁸. Et depuis ? Elle continue de grimper. Un sondage Ipsos du début juillet 2026 la crédite de 28 % à l'échelle fédérale, désormais devant l'union CDU/CSU²⁹ ; Infratest dimap, la même semaine, la situe à 27 %, contre 22 % pour la CDU³⁰ ; Forsa, pour RTL/n-tv, à 26 %, contre 22 % également³¹. Le score qui semblait, en 2016, une curiosité régionale en Saxe-Anhalt, est en passe

²⁸Wikipedia, « 2025 German federal election », https://en.wikipedia.org/wiki/2025_German_federal_election.

²⁹Ipsos, « Sonntagsfrage – aktuelle Umfrageergebnisse zum Wahltrend », 4-6 juillet 2026, <https://www.ipsos.com/de-de/meinungsumfragen/sonntagsfrage>.

³⁰Statista, « Bundestagswahl - Sonntagsfrage nach Instituten 2026 », 2 juillet 2026, <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/30321/umfrage/sonntagsfrage-zur-bundestagswahl-nach-einzelnen-instituten/>.

³¹Statista/Forsa, « Sonntagsfrage zur Bundestagswahl 2026 », <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/953/umfrage/aktuelle-partiepraefferenz-bei-bundestagswahl/>.

de devenir, dix ans plus tard, la norme nationale. Ce n'est pas une extrapolation c'est un constat rétrospectif. L'Est de l'Allemagne a, à chaque cycle, annoncé la direction, avec quelques années d'avance.

La deuxième raison tient à ce que si l'AfD accède réellement au pouvoir en Saxe-Anhalt, l'onde de choc ne resterait pas locale. La cheffe de file de l'AfD, Alice Weidel, dit qu'« On ne pourra plus gouverner en contournant l'AfD »³². Toutes les autres formations représentées au Bundestag continuent, à ce jour, d'exclure toute coopération avec le parti ; les Verts, de leur côté, relancent régulièrement une procédure visant à faire examiner une demande d'interdiction³³. Une victoire AfD à Magdebourg ne changerait pas le rapport de force au Bundestag mais elle pourrait permettre : normalisation du parti, légitimation de son discours, argument de poids pour ses candidats dans les cinq autres Länder qui votent avant 2029. C'est précisément un basculement psychologique avant un basculement arithmétique qui pourrait avoir lieu ici.

La troisième raison, ne concerne ni la Saxe-Anhalt ni le Mecklembourg. Elle concerne Berlin, et c'est peut-être, des trois scrutins de septembre, celui qui a le plus à nous apprendre sur l'Allemagne de demain, précisément parce qu'il ne reproduit pas le script est-allemand. Car ce que Berlin donne à voir n'est pas la percée d'un seul parti contre un centre qui tiendrait bon. C'est l'érosion simultanée de ce centre par ses deux flancs à la fois. Selon la moyenne pondérée des instituts à la mi-2026, Die Linke caracole en tête à 20 %, l'AfD suit en

³²Dörthe Hein et Anne-Beatrice Clasmann, dpa, « Umfragehoch für AfD - Wer regiert Ende 2026 in Magdeburg? », Yahoo Nachrichten, 2026, <https://de.nachrichten.yahoo.com/wahlumfrage-sieht-afd-sachsen-anhalt-063531879.html>.

³³Dörthe Hein et Anne-Beatrice Clasmann, dpa, « Umfragehoch für AfD - Wer regiert Ende 2026 in Magdeburg? », Yahoo Nachrichten, 2026, <https://de.nachrichten.yahoo.com/wahlumfrage-sieht-afd-sachsen-anhalt-063531879.html>.

troisième position à 17,5 % (les deux partis extrêmes cumulant ainsi 37,5 % des intentions de vote, contre 48,0 % pour les trois partis du centre (CDU 19,0 %, Verts 16,5 %, SPD 12,5 %) ³⁴). Un rapport de treize points seulement entre les deux blocs, dans une ville qui comptait encore, il y a quinze ans, une CDU ou un SPD capables à eux seuls de dépasser les 20 %. Et cette photographie berlinoise sera prise, en septembre, par l'électorat le plus jeune de l'histoire de la capitale : pour la première fois, les Berlinoises de 16 et 17 ans pourront voter à une élection régionale ³⁵, soit une génération qui n'a connu ni la Guerre froide ni, pour l'essentiel, l'Allemagne des deux grands partis, CDU et SPD, triomphantes.

Ce phénomène, à Berlin, n'est pas isolé mais révélateur d'une tendance que la presse allemande elle-même a nommée l'effondrement du centre, qui est vérifié partout en Europe. Ce glissement vaut pour l'ensemble du pays autant que pour Berlin : la politique allemande n'oppose plus des « grandes tentes » entre elles, mais un établissement centriste en difficulté contre une insurrection populiste des deux côtés de l'échiquier politique. Voilà, pourquoi Berlin mérite une attention au moins égale à celle que la presse française réserve d'ordinaire aux Länder de l'Est. La Saxe-Anhalt mesure jusqu'où l'AfD peut pousser sa domination régionale, un phénomène spectaculaire, mais géographiquement circonscrit. Berlin, elle, mesure la capacité du système politique allemand tout entier à continuer de produire des majorités gouvernables à mesure que ses deux extrémités grossissent ensemble. C'est une question que la Saxe-Anhalt, à sa manière binaire (l'AfD contre tous les autres), ne

³⁴« Berlin Umfragen – Sonntagsfrage », [sonntagsfrage.online](https://sonntagsfrage.online/berlin), consulté en août 2026, <https://sonntagsfrage.online/berlin>.

³⁵« Berlin Umfragen – Sonntagsfrage », [sonntagsfrage.online](https://sonntagsfrage.online/berlin), consulté en août 2026, <https://sonntagsfrage.online/berlin>.

pose pas de la même façon. Si la capitale, où l'AfD reste historiquement faible et où le pare-feu tient sans discussion, en vient elle aussi à ne plus pouvoir dégager de majorité sans un attelage à trois partis aux équilibres fragiles, alors le problème n'est plus seulement celui d'une extrême droite est-allemande. C'est celui, plus large et plus difficile à endiguer, d'un système bipartisan qui est en train de mourir.

Aucun des trois scrutins de septembre ne dira, à lui seul, ce que sera l'Allemagne en 2029. Ensemble, ils indiquent où souffle le vent (vers une AfD au bord du pouvoir régional, vers un pare-feu de plus en plus coûteux à maintenir, et vers un centre qui, de Berlin à Görlitz, se resserre par ses deux bouts à la fois). C'est un baromètre. Ce n'est pas encore un verdict. Mais un baromètre, quand l'aiguille descend aussi vite et aussi longtemps, finit par valoir avertissement.

DONNEES PRATIQUES

Les particularités sociologiques, historiques, démographiques de ces 3 Landers :

Saxe-Anhalt :

1. Démographie : Land le plus vieux et déclinant d'Allemagne

Indicateur	Valeur
Population	Près de 2,12 M (fin 2025) ; 2 135 597 (fin 2024)
Superficie / densité	20 440 km ² / soit près de 104 hab./km ²
Recul démographique depuis 1990	À peu près -700 000 hab., soit -25 % : aucun autre Land n'a autant décru
Recul depuis 2000	-18 % (près d'un demi-million d'habitants)
Projection 2050	1,75 M (variante moyenne, 16e projection coordonnée)
Âge moyen	48,2 ans (2024), le plus élevé d'Allemagne , 6 ans de plus que Hambourg

Solde naturel	Structurellement négatif (exemple en 2021 : 16 000 naissances contre 37 000 décès)
Espérance de vie (2023)	Femmes 82,07 ans / hommes 75,49 ans (en recul)
Étrangers	168 421 personnes ou 7,9 % (contre 3,9 % et 87 900 en 2015)
Issus de l'immigration	Près de 10 % de la population, très en dessous de la moyenne fédérale
Écart d'âge Allemands / étrangers	49 ans 10 mois vs 31 ans 6 mois, soit 18 ans d'écart ; 50,5 % des étrangers ont moins de 30 ans contre 23,5 % des Allemands
Origine des étrangers	54,5 % Europe (22,9 % UE / 31,6 % Europe hors UE), 36,3 % Asie ; 173 nationalités représentées
Chômage	Il varie aux alentours de 7,8/8 % (2025), soit parmi les plus élevés des Länder territoriaux
PIB/hab.	À peu près 38 300 € (2025) ; IDH : 16e sur 16 Länder
Confession	80/85 % des gens sans appartenance religieuse (l'une des régions les plus sécularisées au monde)

2. Social

- **Aucune métropole** : Halle (Saale) et Magdebourg font chacune approximativement 240 000 habitants. Le Land est structurellement rural et polycentrique, sans effet de capitale régionale dominante.
- **Altmark** (nord) : périphérie extrême, dépeuplement le plus rapide, désertification médicale et commerciale, c'est précisément le profil de commune « sans médecin, sans commerce » que la dpa identifie comme moteur du vote AfD.

- **Mansfeld-Südharz** : arrondissement à l'âge moyen le plus élevé d'Allemagne.
- **Triangle chimique d'Allemagne centrale** (Leuna, Schkopau, Bitterfeld-Wolfen, Burgenlandkreis / Saalekreis) : industrie chimique intensive en énergie...
- **Magdeburger Börde** : sols agricoles parmi les plus fertiles d'Europe ; agriculture capitaliste.

3. Données importantes :

- **Intel** : abandon définitif en juillet 2025 du projet de fabrication à Magdebourg (30 Md€ d'investissement, 3 000 emplois directs, 9,9 Md€ de subventions fédérales promises). Le terrain de 400 ha a été rendu à l'usage agricole. C'était le plus gros investissement étranger de l'histoire allemande ; sa disparition prive le discours de rattrapage économique de son principal support.
- **Attentat du marché de Noël de Magdebourg** (20 décembre 2024) : 6 morts, près de 300 blessés (bascule durable du cadrage sécurité/immigration dans le Land).
- **Sortie du lignite** et crise énergétique de la chimie.
- **Historique** : Ancienne Allemagne de l'Est, avec une Gauche/Extrême gauche toujours très forte. De 1994 à 2002, modèle de Magdebourg et gouvernements de coalition SPD/Verts (avec l'accord tacite du PDS). En 1998, le DVU (extrême-droite pre-AfD) fait une de ses seules percées avec 12,8%, qui fait du Land un précurseur et un terreau fertile pour l'extrême-droite. 2016-2021, première coalition Kenya (CDU/SPD/Verts) d'Allemagne pour contrer l'AfD qui rentrait au Parlement. En 2021, coalition CDU/SPD/FDP pour contrer l'AfD encore une fois.
- **Age pour voter** : 18 ans
- **Seuil** : 5%

Mecklembourg-Poméranie-Occidentale :

1. Démographie : le Land le moins dense d'Allemagne

Indicateur	Valeur
Population	Approximativement 1,57 M
Superficie / densité	23 295 km ² / soit 69 hab./km ² , la plus faible d'Allemagne
Évolution	-11 % depuis 2000 (3e recul le plus fort après la Saxe-Anhalt et la Thuringe) ; forte baisse jusqu'en 2010, stagnation depuis
Solde naturel	Négatif depuis 1991 ; compensé ces dernières années par les soldes migratoires interne et externe
Projection 2050	1,31 M (variante basse) à 1,41 M (variante haute)
Âge moyen	48,1 ans (2024), 2e plus élevé d'Allemagne, alors que le Land avait la population la plus jeune en 1990
Plus de 65 ans	28 %, une part quasiment doublée entre 2000 et 2024
Issus de l'immigration	9 %, le taux le plus bas d'Allemagne
Chômage	Approximativement 7,8/8,0 % (2025), le plus haut niveau des Länder
PIB/hab.	Le plus faible des seize Länder

Structure d'âge (31.12.2024) : 65 ans et + : 441 327 ; 40-59 ans : 414 682 ; 25-39 ans : 235 294 ; 6-13 ans : 113 741 ; 14-17 ans : 58 529. Le contingent de nouveaux électeurs de 16-17 ans est donc de l'ordre de 29 000 personnes, marginal en volume, mais symboliquement structurant pour le cadrage de campagne.

2. Économie, clivages territoriaux et histoire

- **Tourisme** : premier poids relatif d'Allemagne (côte baltique, Rügen, Usedom, Müritz). La question de la location de logements privés en meublés touristiques constitue une tension au niveau interne.
- **Agriculture, éolien terrestre et offshore, ports** (Rostock, Sassnitz-Mukran), **construction navale** en déclin et reconversion partielle vers le naval militaire.
- **Clivage Mecklembourg / Poméranie occidentale** : l'ouest (Schwerin, Wismar, Rostock) reste le socle SPD ; l'est (Vorpommern-Greifswald, Anklam, Vorpommern-Rügen) est plus pauvre, plus âgé, et concentre les meilleurs scores AfD.
- **Nord Stream** : atterrissage à Lubmin ; sabotage de septembre 2022 ; la remise en service du gazoduc figure explicitement parmi les thèses du Wahl-O-Mat 2026 et reste un thème de campagne central, Schwesig accusant l'AfD de double langage sur le sujet.
- Age pour voter : 16 ans depuis une loi de 2022
- Seuil de 5%
- 1990-1998, gouvernement CDU/FDP. 1998-2006, coalition SPD/PDS, rouge-rouge, la première en Allemagne post-réunification. 2006-2021, coalition CDU/SPD. Depuis 2021, retour de la coalition rouge rouge avec SPD/Linke.

- Berlin :

1. Démographie

Indicateur	Valeur
Population	3 913 644 (31.12.2025), +16 500 soit +0,4 % sur un an ; 3 917 196 au 30.06.2026 (+14 551 sur un an)

Âge moyen	42,9 ans, soit plus de 5 ans de moins que les deux autres Länder
Cohorte la plus nombreuse	35-39 ans
Étrangers	972 941 personnes (30.06.2026) ; part stable à 24,9 %
Issus de l'immigration	42,3 % en 2025 contre 41,1 % en 2024 (+53 000 personnes, dont près de 49 000 Allemands issus de l'immigration)
Origines	59,1 % Europe (27,9 % UE / 31,2 % hors UE), 26,9 % Asie ; plus de 190 nationalités
Chômage	10,3 % (septembre 2025, contre 9,8 % un an plus tôt), soit le 2e taux le plus élevé après Brême
Projection	Approximativement 4,006 M d'habitants d'ici 2040 selon le Sénat

Dynamique interne : l'inversion Est/Ouest est le fait démographique majeur alors que la population croît à l'Est et stagne à l'Ouest. Dominé par les services.

2. Choc politique de la mandature, le blackout du 3 janvier 2026

- Incendie criminel d'un pont de câbles à Lichterfelde le 3 janvier 2026, revendiqué par le groupe d'extrême gauche « Vulkangruppe » : plus de 40 000 foyers et 2 000 entreprises privés d'électricité dans le sud-ouest de Berlin, **la plus longue coupure depuis 1945**, résorbée seulement au bout de quatre jours ; réseaux mobiles et hôpitaux affectés.
- Kai Wegner (Maire de Berlin) a d'abord dissimulé avoir joué une heure au tennis à midi le premier jour de la crise ; après six mois de pression (y compris de la Junge Union et du partenaire SPD) il renonce le 10 juillet 2026 à sa candidature, alors qu'il avait été

investi en juin avec près de 93 %. Il reste en fonction jusqu'au scrutin et justifie son retrait par la volonté d'empêcher que des extrémistes de gauche prennent la direction de la ville.

3. Institutions et histoire

- Age pour voter : 16 ans depuis 2023 (première élection), 50 000 nouveaux votants
- Seuil de 5% ou mandat direct
- Différence de vote entre l'Ouest où la gauche SPD et Verts ou la CDU sont dominants, et l'Est plus extrême avec des plus forts scores pour Die Linke ou l'AfD maintenant
- 2001-2023, maires SPD (2016-2023, coalition SPD/Verts/Linke). 2023, maire CDU arrivé en tête pour la première fois depuis l'élection de 1999 (CDU/SPD en coalition)

LA MENACE AFD QUI MONTE

L'EST COMME POINT DE DEPART, LES RAISONS PREMIERES

Trente-cinq ans après la réunification, l'Allemagne de l'Est vote AfD. Ce n'est pas une anomalie sociologique mais plutôt une réalité qu'il faut décrypter. 3 facteurs expliquent cette montée à l'Est :

- D'abord, une marginalisation économique réelle, héritée du communisme mais jamais résorbée, malgré les promesses et les investissements effectués
- Ensuite, un effondrement démographique qui a vidé la région de sa jeunesse et, plus encore, de ses femmes après la chute du mur. Rien n'a pu être véritablement fait pour rendre l'ex-RDA plus attractive.
- Enfin, une défiance institutionnelle deux fois supérieure à celle de l'Ouest.

Prise isolément, chacune de ces trois fractures suffirait à nourrir un vote de protestation ponctuel. Mais ensemble, elles expliquent une hégémonie électorale installée depuis dix ans, et qui ne recule jamais (et qui devrait durer).

Une économie qui n'a jamais rattrapé l'Ouest...

Le rattrapage économique est réel, mais imparfait. Au début des années 1990, le PIB par habitant des Länder est-allemands atteignait à peine 33 % du niveau ouest-allemand. Il approche aujourd'hui les 80

%³⁶. Le PIB par actif occupé (chiffre qui compte réellement) est passé de 78 % à 85 % du niveau ouest-allemand en dix ans³⁷. Sur le papier, la convergence avance.

Mais l'Est souffre d'un sous-investissement chronique, d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, d'une population vieillissante (alors que de plus en plus de jeunes quittent l'Est). Le rattrapage, qui faisait rêver durant les années 1990, et qui était insuffisant dans les années 2000 sans être alarmant, n'est plus effectif³⁸. Certaines villes, comme par exemple Berlin ou Leipzig, ont opéré une remontée plus importante, ce qui explique les faiblesses de l'AfD locale, mais la situation loin des métropoles à l'Est reste préoccupante. Ainsi, trente-cinq ans après la réunification, les Allemands de l'Est ne représentent que 12,1 % des postes de direction du pays, pour une population qui en pèse près d'un cinquième³⁹. Le plafond de verre n'a pas disparu et c'est bien pour cela que l'AfD a réussi à faire son trou à l'Est rapidement.

³⁶Bundesfinanzministerium, « 35 Jahre Wiedervereinigung: Investitionen, Wandel und Wachstum in Ostdeutschland », Monatsbericht, décembre 2025, <https://www.bundesfinanzministerium.de/Monatsberichte/Ausgabe/2025/12/Inhalte/Kapitel-2-Analysen/2-1-35-jahre-wiedervereinigung.html>.

³⁷« Studie: Aufholprozess der ostdeutschen Wirtschaft in Gefahr », t-online (ifo Dresden), 28 mai 2026, https://www.t-online.de/finanzen/aktuelles/id_101272810/studie-aufholprozess-der-ostdeutschen-wirtschaft-in-gefahr.html.

³⁸« Studie: Aufholprozess der ostdeutschen Wirtschaft in Gefahr », t-online (ifo Dresden), 28 mai 2026, https://www.t-online.de/finanzen/aktuelles/id_101272810/studie-aufholprozess-der-ostdeutschen-wirtschaft-in-gefahr.html.

³⁹ZDFheute, « 35 Jahre Einheit: Wo Ost und West sich noch heute unterscheiden », 28-29 septembre 2025, <https://www.zdfheute.de/politik/deutschland/35-jahre-deutsche-einheit-wiedervereinigung-unterschiede-ost-west-100.html>.

Une génération qui est partie et n'est pas revenue

Entre 1991 et 2024, environ 1,2 million de personnes de plus ont quitté l'Est pour l'Ouest que l'inverse, ce qui n'est pas étonnant au vu de l'état du pays en 1990. La moitié de cet exode date de la seule première décennie quand 611 000 départs nets jusqu'en 2000 ont été enregistrés, 553 000 de plus jusqu'en 2010, puis la tendance s'est ralentie, mais le mal était fait⁴⁰. On estime que depuis la chute du Mur, ce sont plus de 1,7 million de personnes, ou plus de 10 % de la population est-allemande à la fin de la RDA, qui sont partis⁴¹.

Cet exode ne fut pas homogène, car ce sont principalement les plus jeunes, et les mieux formés qui sont partis, et, fait décisif, davantage de femmes que d'hommes. La natalité s'est effondrée sous 0,8 enfant par femme par endroits durant les années 1990, avant une remontée partielle vers 1,4 aujourd'hui⁴². Encore une fois, cela a fait beaucoup de mal, alors que c'est une génération entière qui a été divisée par 2 en une décennie, ce qui a entraîné la fermeture de plus de 2 000 écoles⁴³.

⁴⁰Statistisches Bundesamt, « Bevölkerungsentwicklung in Ost- und Westdeutschland zwischen 1990 und 2024 », 29 septembre 2025, <https://www.destatis.de/DE/Themen/Querschnitt/Demografischer-Wandel/Aspekte/demografie-bevoelkerungsentwicklung-ost-west.html>.

⁴¹Kröhnert / Klingholz (Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung), cité in « Raumwirksame Folgen des demografischen Wandels in Ostdeutschland », Institut für Hochschulforschung Halle, https://hof.uni-halle.de/web/dateien/Raumwirksame_Folgen_des_demografischen_Wandels_in_Ostdeutschland.pdf.

⁴²Kröhnert / Klingholz (Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung), cité in « Raumwirksame Folgen des demografischen Wandels in Ostdeutschland », Institut für Hochschulforschung Halle, https://hof.uni-halle.de/web/dateien/Raumwirksame_Folgen_des_demografischen_Wandels_in_Ostdeutschland.pdf.

⁴³Kröhnert / Klingholz (Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung), cité in « Raumwirksame Folgen des demografischen Wandels in Ostdeutschland », Institut für Hochschulforschung Halle, https://hof.uni-halle.de/web/dateien/Raumwirksame_Folgen_des_demografischen_Wandels_in_Ostdeutschland.pdf.

Ainsi, cela a précipité encore plus de départs et un déficit net de forces vives qui est critique pour l'Est. Encore aujourd'hui, on voit un excédent net d'hommes parmi les 20-49 ans dans les Länder est-allemands qui sont en majorité (52,4 % en moyenne contre 50,5 % à l'Ouest, avec des pointes à 52,7 % en Saxe-Anhalt et en Thuringe, jusqu'à 54,9 % dans certains arrondissements ruraux⁴⁴). Ce déséquilibre démographique, qui se creuse depuis vingt ans, recoupe presque trait pour trait la carte électorale de l'AfD à l'Est. Ce n'est pas une coïncidence et alors que le vieillissement de l'Ouest reste amorti par l'immigration internationale et par l'arrivée continue de jeunes Est-Allemands ; l'Est ne bénéficie ni de l'une ni vraiment de l'autre⁴⁵. Ainsi à la différence de certaines régions en Europe, qui ont choisi le vote extrême-droite en réponse à l'immigration, l'Allemagne de l'Est si est perdue à cause d'une émigration massive, alors que paradoxalement, l'immigration y est bien moindre qu'à l'Ouest (par manque d'opportunités).

Une défiance de l'Ouest et du politique vivace qui ne se referme pas

C'est la raison la plus politique et la plus visible. On vote AfD par défiance envers les élites. En septembre 2025, l'Université d'Hoffenheim, s'appuyant sur un échantillon de 4000 personnes mesure un écart de 16 points entre l'Ouest et l'Est sur la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie fédérale (47 % contre 31

⁴⁴Wido Geis-Thöne / Anja Katrin Orth, « Abwanderung aus Ostdeutschland: Weniger Frauen gehen, Männerüberschuss bleibt bestehen », IW-Kurzbericht, Institut der deutschen Wirtschaft, <https://www.iwkoeln.de/studien/wido-geis-thoene-anja-katrin-orth-weniger-frauen-gehen-maennerueberschuss-bleibt-bestehen-302444.html>.

⁴⁵Statistisches Bundesamt, « Wanderungsbewegungen in Ost- und Westdeutschland », 23 octobre 2025, <https://www.destatis.de/DE/Themen/Querschnitt/Demografischer-Wandel/Aspekte/demografie-wanderungen.html>.

%)⁴⁶. La satisfaction nationale, elle, a chuté de 21 points entre 2021 et 2025, ce qui montre l'ampleur du phénomène en Allemagne et rajoute au tragique⁴⁷. Cet attrait envers l'illibéralisme et les messages populistes est une aubaine pour l'AfD (ou même pour le BSW).

Si on creuse dans cette étude, c'est encore plus frappant car 24 % des Est-Allemands jugent que le pays ressemble aujourd'hui davantage à une dictature qu'à une démocratie, contre 14 % au niveau national. 37 % pensent que le gouvernement cache la vérité à la population, contre 25 % au niveau national. 35 % estiment que les gouvernants trahissent le peuple⁴⁸. Tout cela explique ce terreau fertile pour l'AfD.

La Fondation Konrad-Adenauer a elle aussi trouvé un écart proche (un écart de 13 points) en mars 2026, ce qui confirme les trouvailles de l'étude précédemment citée⁴⁹. Cet écart doit être compris, et pire, il se double d'une défiance gouvernementale alors que 76 % des Est-Allemands se disent insatisfaits de l'action du nouveau gouvernement fédéral, contre 64 % au niveau national. Dans un pays où la confiance

⁴⁶Frank Brettschneider, « Demokratie-Monitor 2025 », Universität Hohenheim, 28 septembre 2025, https://www.uni-hohenheim.de/fileadmin/uni_hohenheim/Aktuelles/Uni-News/Pressemitteilungen/2025-09-28_Demokratie-Monitor_2025_Deutschland.pdf.

⁴⁷Frank Brettschneider, « Demokratie-Monitor 2025 », Universität Hohenheim, 28 septembre 2025, https://www.uni-hohenheim.de/fileadmin/uni_hohenheim/Aktuelles/Uni-News/Pressemitteilungen/2025-09-28_Demokratie-Monitor_2025_Deutschland.pdf.

⁴⁸« Demokratie-Monitor 2025: 17 Prozent der Deutschen haben rechtspopulistisches Weltbild », idw-online, 24 octobre 2025, <https://nachrichten.idw-online.de/2025/10/24/demokratie-monitor-2025-17-prozent-der-deutschen-haben-rechtspopulistisches-weltbild>.

⁴⁹« Grafik des Monats Juli 2025 », Konrad-Adenauer-Stiftung, <https://www.kas.de/de/web/wahlanalysen-und-gesellschaftsstudien/einzeltitel/-/content/grafik-des-monats-juli-2025>.

globale dans les institutions démocratiques ne dépasse déjà guère les 45 %, tout cela fait frémir⁵⁰.

Ces trois fractures ne fonctionnent pas en silo, mais se renforcent, expliquant la montée exponentielle de l'AfD à l'Est en quelques années. La RDA, en adhérant à la République fédérale plutôt qu'en fusionnant avec elle à égalité, a dû absorber à peu près tout d'un système qu'elle n'avait pas choisi, et qui était à l'opposé de ce qu'elle avait connu depuis 1945. Cela explique, une réticence est-allemande persistante à s'organiser collectivement, y compris dans les syndicats et à participer à la vie démocratique. Allons plus loin, à l'Est, la société civile démocratique est aujourd'hui mise sous pression et en danger, comme étant le parfait bouc émissaire, et l'AfD, bien qu'étant un des partis participant à cela, n'est pas le seul (on peut penser au BSW)⁵¹. Quelque chose s'est brisé, et l'euphorie de la réunification et l'engouement envers la démocratie libérale n'est plus. En Allemagne de l'Est, la nostalgie de l'Est, ou Ostalgie, est visible, alors que certains se disaient que c'était mieux avant, du temps de la RDA...

Mais il faut faire attention, les régions du déclin ou les grandes perdantes du libéralisme, ne sont déjà plus l'apanage exclusif de l'Est. On peut citer par exemple Gelsenkirchen, ancienne ville industrielle phare en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où l'AfD a réalisé son meilleur score municipal de tout le Land⁵².

⁵⁰« Umfrage 2025 », Körber-Stiftung, juillet 2025, <https://koerber-stiftung.de/projekte/demokratie-in-der-krise/umfrage-2025/>.

⁵¹ZDFheute, « 35 Jahre Einheit: Wo Ost und West sich noch heute unterscheiden », 28-29 septembre 2025, <https://www.zdfheute.de/politik/deutschland/35-jahre-deutsche-einheit-wiedervereinigung-unterschiede-ost-west-100.html>.

⁵²ZDFheute, « 35 Jahre Einheit: Wo Ost und West sich noch heute unterscheiden », 28-29 septembre 2025, <https://www.zdfheute.de/politik/deutschland/35-jahre-deutsche-einheit-wiedervereinigung-unterschiede-ost-west-100.html>.

L'Est n'est donc pas une anomalie allemande, que l'on peut balayer de la main. C'est un modèle, et illustre les raisons de la percée de l'AfD au niveau national (les ressorts que sont la marginalisation économique, l'effondrement démographique et la défiance institutionnelle ont certes été visibles à l'Est en premier lieu, mais d'autres régions d'Allemagne, à l'Ouest cette fois, ont déjà commencé à en souffrir, ce qui a permis à l'AfD de monter). L'Est fut un modèle, qui par définition, est fait pour être reproduit, et le parti de Weidel y est parvenu.

UNE DYNAMIQUE DESORMAIS NATIONALE

En observant la dynamique de l'AfD on voit qu'elle n'est pas linéaire et liée aux échecs nationaux. En 2021, l'AfD perdait du terrain par rapport aux élections de 2017, où une forte percée fut réalisée, et elle en perdait précisément à l'Ouest (sa dérive de plus en plus radicale finissait par inquiéter une partie de son propre électorat potentiel, qui s'est reportée sur Olaf Scholz ou même Armin Laschet par reflexe pour éviter un parti qui pouvait inquiéter)⁵³. Quatre ans plus tard, c'est presque l'inverse qui s'est produit. L'Est n'a rien perdu de sa ferveur, et on voit une claire domination de l'AfD en ex-RDA, où le parti né de la contestation lors de la crise des dettes souveraines, a dominé. Mais ce n'est plus seulement l'Est qui tire la croissance du parti. C'est l'Ouest qui, patiemment, le rattrape, et étant plus peuplé, amplifie son effet.

⁵³bpb.de, « Wahlergebnisse und Wählerschaft der AfD », mai 2026, <https://www.bpb.de/themen/parteien/parteien-in-deutschland/afd/273131/wahlergebnisse-und-waehlerschaft-der-afd/>.

2025, ou la bascule vers l'Ouest visible

Aux législatives de février 2025, l'AfD a continué de dominer les Länder de l'Est (ce n'était pas vraiment une question qui se posait). Mais le gros de ses gains, ceux qui l'ont fait passer de 10,4 % à 20,8 % des suffrages au niveau national en quatre ans, est venu d'ailleurs, ou de l'ancienne République fédérale⁵⁴. Dans chaque Land de l'Ouest sans exception, le parti a plus que doublé son score de 2021 ; en Basse-Saxe et dans le Schleswig-Holstein, il l'a presque triplé⁵⁵. Ce qui frappait et choquait l'électorat ouest-allemand quatre ans plus tôt (soit l'image d'un parti radicalisé et jouant du populisme, face à Scholz qui incarnait la continuité et l'ordre) semble avoir cessé de le frapper. En effet, en 2021, les électeurs ont donné la priorité à la continuité (dans la rupture certes, mais la SPD était déjà membre de la coalition) et tourné le dos à la contestation. L'AfD ne fut pas le seul parti à souffrir de ce conservatisme, Die Linke enregistrant aussi un score bas. Mais après près de 4 ans de gouvernement Scholz qui a laissé l'Allemagne mal en point, les gens étaient prêts à se tourner vers l'AfD pour marquer le coup...

Géographiquement, l'Allemagne est bien sûr loin d'être uniforme en 2025, avec certaines circonscriptions de l'Est qui ont vu l'AfD dépasser les 30, voire 40 %, quand dans plusieurs grandes villes de l'Ouest,

⁵⁴bpb.de, « Wahlergebnisse und Wählerschaft der AfD », mai 2026, <https://www.bpb.de/themen/parteien/parteien-in-deutschland/afd/273131/wahlergebnisse-und-waehlerschaft-der-afd/>.

⁵⁵bpb.de, « Wahlergebnisse und Wählerschaft der AfD », mai 2026, <https://www.bpb.de/themen/parteien/parteien-in-deutschland/afd/273131/wahlergebnisse-und-waehlerschaft-der-afd/>.

comme Munich ou Stuttgart, l'AfD plafonnait encore sous les 10 %⁵⁶. Mais c'est la vitesse du rattrapage, plus que le niveau atteint, qui devrait retenir l'attention, alors qu'un tel impact n'était pas vu comme possible il y a encore quelques années. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le Land le plus peuplé du pays, donnait à peine 5,4 % à l'AfD en 2022 lors des élections régionales. En Hesse, un an plus tard à peine, le parti atteignait 18,44 %⁵⁷. Même dynamique nationale, deux Länder voisins aux problématiques proches. Celle-ci faisait déjà penser que 2025 serait une élection pour l'AfD, qui pourrait surfer sur le mécontentement.

Le plus parlant, pourtant, n'est pas où l'AfD gagne des voix, mais d'où elles viennent. Les analyses de flux électoraux d'Infratest dimap situent à environ un tiers la part de ses nouveaux électeurs de 2025 venue de l'abstention (le réservoir classique d'un parti protestataire). Mais un autre tiers venait tout droit du camp traditionnel, de la droite dite bourgeoise (c'est-à-dire la CDU/CSU et le FDP)⁵⁸.

Mobiliser des abstentionnistes, n'importe quel parti populiste sait faire et en a fait son gagne-pain. Convaincre un tiers de ses nouveaux électeurs de désertier le cœur de l'électorat conservateur et libéral, c'est une autre affaire, et c'est bien plus dur. Mais comme dit précédemment, à la différence de 2021, quand l'AfD faisait peur pour

⁵⁶« AfD Wahlergebnis nach Bundesland: Warum 32% im Osten, nur 7% in Hamburg? », Bundestagwahlumfrage.de, mai 2026, <https://bundestagwahlumfrage.de/ratgeber/parteien/afd-wahlergebnisse-bundeslaender/>.

⁵⁷« AfD Wahlergebnis nach Bundesland: Warum 32% im Osten, nur 7% in Hamburg? », Bundestagwahlumfrage.de, mai 2026, <https://bundestagwahlumfrage.de/ratgeber/parteien/afd-wahlergebnisse-bundeslaender/>.

⁵⁸bpb.de, « Wahlergebnisse und Wählerschaft der AfD », mai 2026, <https://www.bpb.de/themen/parteien/parteien-in-deutschland/afd/273131/wahlergebnisse-und-waehlerschaft-der-afd/>.

sa radicalité, elle a pu convaincre l'électorat traditionnel de l'Union ou des Libéraux. Cela ne ressemble plus qu'à un exutoire de colère après des années de centrisme. Cela ressemble à une alternative de gouvernement en train de s'installer, pour une partie non négligeable d'électeurs qui, dix ans plus tôt, auraient voté CDU/CSU sans même y réfléchir.

Mais on doit se demander qui vote AfD. Les enquêtes post-électorales menées depuis 2017 par la Forschungsgruppe Wahlen et Infratest dimap donnent un profil qui ne colle ni au cliché du « perdant de la mondialisation », ni à celui d'une bourgeoisie modérée en quête d'ordre, c'est un peu les 2, et c'est la force de l'AfD. Dans les électeurs de l'AfD, on retrouve les niveaux de formation intermédiaires (apprentissage, Realschule) bien sûr surreprésentés, les diplômés du supérieur nettement sous-représentés ce qui n'est pas une surprise non plus, et l'écart entre les sexes est le plus importants de tous les partis du Bundestag, avec environ 60 % d'hommes parmi les électeurs AfD de 2021⁵⁹. Un électorat bien identifiable, donc. Mais plus un électorat cantonné à une région.

La Bavière, dès 2023 lors des élections régionales, avait déjà donné le signal, alors que l'AfD y gagnait surtout auprès des abstentionnistes et d'anciens électeurs CSU, la question migratoire (qui pour le coup est importante à l'Ouest) écrasant très largement les autres motivations de vote (55 %, contre 20 % pour l'économie et 15 % pour la sécurité intérieure)⁶⁰. La Bade-Wurtemberg et la Rhénanie-Palatinat, ont livré au printemps 2026 les meilleurs scores jamais enregistrés par le parti

⁵⁹« Wer wählt AfD 2026? Bildung, Alter, Ost/West », Bundestagwahlumfrage.de, mai 2026, <https://bundestagwahlumfrage.de/ratgeber/parteien/afd-waehlerstruktur/>.

⁶⁰Statista, « Wählerwanderung der AfD bei der bayerischen Landtagswahl 2023 », <https://de.statista.com/infografik/amp/30982/waehlerwanderung-der-afd-bei-der-bayerischen-landtagswahl-2023>.

dans toute l'Allemagne de l'Ouest (avec 18,8 et 19,5%). Et la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Land qu'on citait, il y a encore deux ou trois ans, comme la preuve vivante que l'AfD resterait un phénomène régional, voit l'AfD émerger à environ 17 % dans les enquêtes d'opinion en vue des régionales de 2027⁶¹. Plus du triple de son score de 2022⁶².

L'Est, en somme, n'a pas cessé d'être le laboratoire de l'AfD. Il a simplement cessé d'en être le seul débouché. Les ressorts décrits précédemment (marginalisation économique, effondrement démographique, défiance institutionnelle) s'exportait déjà, ville par ville, vers Gelsenkirchen ou vers Kaiserslautern. Ce que montrent les chiffres de 2025 et 2026, c'est que cette exportation a changé d'échelle. Ce n'était encore, il y a peu, qu'une contagion locale. C'est en train de devenir, tout simplement, la dynamique nationale. Et en allant vers l'Ouest, le message anti-immigration de l'AfD, que le parti tient depuis la crise migratoire de 2015 (avant, seule la contestation de l'Euro et l'UE étaient utilisés) a vraiment eu un impact important, l'Ouest ressentant d'avantage la pression immigrationniste et la hausse de l'insécurité...

UNE MONTEE QU'ON A ESSAYÉ DE FREINER

L'État allemand dispose, sur le papier, d'un arsenal que peu de démocraties occidentales possèdent pour contrer l'extrême-droite (héritage de l'après 1945 et du rejet du nazisme). En détail, on a un service de renseignement intérieur chargé de surveiller les partis eux-mêmes, et la faculté de qualifier publiquement l'un d'eux d'extrémiste avant même qu'un juge n'ait tranché sur le fond. Mais on peut se demander si cet arsenal est efficace, surtout dans le cas de l'AfD qui a fait l'objet d'une telle procédure, qui n'a pas stoppé son ascension.

⁶¹ “2027 North Rhine-Westphalia state election”, août 2026, https://en.wikipedia.org/wiki/2027_North_Rhine-Westphalia_state_election

⁶²« Wahlumfragen Nordrhein-Westfalen », PolitPro Wahlrend, août 2026, <https://politpro.eu/de/nordrhein-westfalen>.

Le 2 mai 2025, l'Office fédéral de protection de la Constitution (BfV) annonce faire passer l'AfD du statut de cas suspect (ou Verdachtsfall) à celui de mouvance d'extrême droite avérée (ou gesichert rechtsextremistische Bestrebung), ce qui est la catégorie la plus grave de son échelle. La classification est suspendue une semaine plus tard⁶³, le temps que l'AfD, qui a saisi la justice dès le 5 mai, obtienne une décision⁶⁴.

Le 26 février 2026, le tribunal administratif de Cologne tranche finalement. Il interdit au BfV de qualifier ou de traiter l'AfD comme une mouvance d'extrême droite avérée tant que la procédure au fond n'est pas close⁶⁵. Le tribunal reconnaît une menace à l'ordre libéral et démocratique. Mais il ne peut pas, en l'état, établir que le parti dans son ensemble, dans sa tendance de fond, poursuit des objectifs anticonstitutionnels⁶⁶. En d'autres termes, le soupçon est réel, mais il reste un soupçon, et il est impossible d'interdire l'AfD en se basant uniquement dessus. La surveillance continue, mais il reste difficile d'aller plus loin, pour le moment...⁶⁷

Cet épisode, loin de porter un coup fatal au parti, lui a donné un coup de projecteur inespéré et permis de se martyriser. Ni l'ARD ni le ZDF

⁶³Wikipedia, « 21st Bundestag », https://en.wikipedia.org/wiki/21st_Bundestag.

⁶⁴Verwaltungsgericht Köln, communiqué de presse, 26 février 2026, https://www.vg-koeln.nrw.de/behoerde/presse/Pressemitteilungen/05_26022026/index.php.

⁶⁵ZDFheute, « Gericht urteilt: AfD nicht gesichert rechtsextrem - vorerst », 26 février 2026, <https://www.zdfheute.de/politik/deutschland/afd-gericht-einstufung-rechtsextrem-100.html>.

⁶⁶« Gerichtsurteil: Deshalb darf die AfD nicht als "gesichert rechtsextremistisch" bezeichnet werden », Berliner Zeitung, 1er mars 2026, <https://www.berliner-zeitung.de/article/deshalb-darf-die-afd-nicht-als-gesichert-rechtsextremistisch-bezeichnet-werden-afd-urteil-aus-koeln-gericht-sieht-starken-verdacht-aber-noch-keine-beherrschende-grundtendenz-verwaltungsgericht-koeln-verfassungsschutz-muss-afd-einstufung-zuruecknehmen-vorerst-10021631>.

⁶⁷Statista, « Die AfD in Sonntagsfragen zu Landtagswahlen », <https://de.statista.com/infografik/amp/31547/die-afd-in-sonntagsfragen-zu-landtagswahlen>.

(télévisions principales en Allemagne) n'ont donc fermé leurs plateaux à l'AfD et lui ont permis de plus s'affirmer dans le paysage allemand. Le parti, qui se plaçait en victime du système et sujet à des accusations infondées, a bénéficié d'un soutien accru et les audiences à la télévision quand l'AfD était le sujet n'ont pas connues de baisses. Ainsi, le 4 juillet 2026, le congrès fédéral de l'AfD à Erfurt a été retransmis en direct et durant des heures par la télévision, engrangeant au passage des audiences exceptionnelles pour un samedi⁶⁸. Ce congrès, fut un véritable pied de nez au gouvernement et aux juges pour certains (en effet, dans la même ville en juillet 1926, la capitale de Thuringe avait accueilli le congrès du parti nazi, mais l'AfD a rejeté ce parallèle).

Le passage sous silence médiatique, premier vecteur de la montée de l'AfD et de son discours contestataire, en somme, n'a jamais eu lieu et c'est plutôt l'inverse qui s'est passé, alors que l'on a donné à l'AfD une vitrine inespérée. Pour le moment, l'AfD reste un simple cas suspect, sous observation, mais non avéré. Politiquement, cet épisode aura coûté cher aux partisans du containment : seize mois de bataille judiciaire, des tonnes de documents, une classification annoncée puis retirée, pour revenir, en pratique, au point de départ. Pendant ce temps-là, l'AfD n'a, à aucun moment de cette bataille, cessé de progresser dans les sondages, bien au contraire.

Le sondage Deutschlandtrend réalisé au lendemain de l'annonce initiale du BfV, en mai 2025, offre une bonne vision. 67 % des personnes interrogées considéraient déjà l'AfD comme un parti d'extrême droite, 62 % la voyaient comme un danger pour la démocratie allemande. Mais un tiers de l'électorat se disait dans le même temps ouvert à certaines de ses positions, notamment sur l'immigration, et 45 % jugeaient sa

⁶⁸« AfD-Parteitag in Erfurt lässt Phoenix glänzen », Digital Fernsehen, 5 juillet 2026, <https://www.digitalfernsehen.de/news/inhalte/fernsehen/phenix-quoten-afd-parteitag-erfurt-proteste-weidel-zdf-1184490/>.

politique migratoire plus juste que celle des autres partis⁶⁹. Le chiffre le plus parlant concerne les électeurs du parti eux-mêmes : 91 % d'entre eux disent ne pas se soucier de l'étiquette extrémiste, pourvu que l'AfD continue de porter les sujets qui leur importent⁷⁰.

Les partis traditionnels pensaient que l'étiquette extrémiste pouvait coûter cher à l'AfD, mais pour l'écrasante majorité des électeurs de l'AfD, visiblement, ce pari a déjà été perdu et ils ne reviendront pas ainsi. A la différence d'autres partis extrêmes en Europe, l'AfD ne cherche pas à se normaliser ou se dédiaboliser, bien au contraire, et c'est cette étiquette de parti incorrect à abattre qui leur sied le mieux. Outre cela, les autres partis du Bundestag et la justice leur ont fait un cadeau précieux : la possibilité de se martyriser, à raison...

⁶⁹Statista, « Anteil der Befragten, die diesen Aussagen zur AfD zustimmen » (ARD-DeutschlandTrend, mai 2025), <https://de.statista.com/infografik/34500/anteil-der-befragten-die-diesen-aussagen-zur-afd-zustimmen>.

⁷⁰Statista, « Anteil der Befragten, die diesen Aussagen zur AfD zustimmen » (ARD-DeutschlandTrend, mai 2025), <https://de.statista.com/infografik/34500/anteil-der-befragten-die-diesen-aussagen-zur-afd-zustimmen>.

LE BILAN MERZ : UNE CHANCELLERIE QUI N'A PAS CONVAINCU

LES PROMESSES ROMPUES

Face à Olaf Scholz, le 9 février 2025, Friedrich Merz défend la Schuldenbremse ou frein constitutionnel à l'endettement, avec la vigueur d'un homme qui y voit une question de principe. Même en la respectant scrupuleusement, rappelle-t-il, l'État pourrait encore emprunter 50 milliards d'euros rien qu'en 2025. Jusqu'où veut-on pousser l'endettement, demande-t-il, avant de trancher qu'il faudra bien, un jour, se contenter de quelque 1 000 milliards d'euros que l'Allemagne lève chaque année en impôts⁷¹. Seize jours plus tard, le 25 février, au lendemain même du scrutin qui le porte en tête, il enfonce le clou en disant qu'il exclut, que son groupe parlementaire approuve un quelconque assouplissement du frein à l'endettement⁷².

Trois semaines. C'est le temps qu'il aura fallu à Friedrich Merz pour dire, en substance, le contraire absolu de ce qu'il venait de jurer deux fois. Début mars, il lâche un « quoi qu'il en coûte » qui aurait pu être prononcé par Emmanuel Macron, mais qui, dans sa bouche, signe un revirement historique, le frein à la dette, que l'Union avait ces

⁷¹ZDFheute, « Das Glaubwürdigkeitsproblem von Friedrich Merz », 21 mars 2025, <https://www.zdfheute.de/politik/deutschland/merz-cdu-kritik-kanzler-schuldenbremse-wahlerbetrug-waehlertauschung-100.html>.

⁷²ZDFheute, « Das Glaubwürdigkeitsproblem von Friedrich Merz », 21 mars 2025, <https://www.zdfheute.de/politik/deutschland/merz-cdu-kritik-kanzler-schuldenbremse-wahlerbetrug-waehlertauschung-100.html>.

dernières années farouchement défendues, serait considérablement assouplie pour les dépenses de défense, et un fonds spécial de 500 milliards d'euros mobiliserait l'investissement dans les infrastructures⁷³. Le texte est voté non par le nouveau Bundestag issu des urnes du 23 février (où l'AfD et Die Linke réunies auraient disposé d'une minorité de blocage sur toute réforme constitutionnelle), mais par l'ancien Parlement sortant, encore en fonction jusqu'à sa séance constitutive du 25 mars, ce qui constitue un coup de force procédural que peu de personnes ont apprécié⁷⁴. Le 18 mars, 512 députés du Bundestag votent oui⁷⁵ ; le 21 mars, le Bundesrat suit avec 53 voix sur 69, alors que 46 auraient suffi⁷⁶.

Ce que le texte change concrètement, une fois inscrit dans les articles 109, 115 et 143h de la Loi fondamentale, tient en trois volets. D'abord, les dépenses de défense, de protection civile et de renseignement (y compris l'aide militaire à des États agressés comme l'Ukraine) échappent désormais à la règle d'or dès qu'elles dépassent 1 % du PIB nominal ; en deçà de ce seuil, elles restent financées par le budget

⁷³« Bundestag und Bundesrat stimmen für historischen Haushaltskompromiss », Das Parlament, 21 mars 2025, <https://www.das-parlament.de/wirtschaft/haushalt/bundestag-und-bundesrat-stimmen-fuer-historischen-haushaltskompromiss>.

⁷⁴Deutscher Bundestag, « Bundestag bringt Grundgesetzänderungen zur Schuldenbremse auf den Weg », 13 mars 2025, <https://www.bundestag.de/dokumente/textarchiv/2025/kw11-de-sondersitzung-1056228>.

⁷⁵Deutscher Bundestag, « Mehrheit für Reform der Schuldenbremse: 512 Abgeordnete stimmen mit Ja », mars 2025, <https://www.bundestag.de/dokumente/textarchiv/2025/kw12-de-sondersitzung-1056916>.

⁷⁶« Sondervermögen: Grundgesetz-Änderung im Bundestag beschlossen », Forschung & Lehre, 21 mars 2025, <https://www.forschung-und-lehre.de/politik/grundgesetzanderung-im-bundestag-beschlossen-6980>.

ordinaire⁷⁷. Ensuite, un fond spécial de 500 milliards d'euros est créé pour douze ans, exclusivement dédié aux investissements d'infrastructure et à la neutralité climatique d'ici 2045, une enveloppe hors budget, dont 100 milliards reviennent directement aux Länder et 100 autres au Fonds pour le climat et la transformation⁷⁸. Enfin, les Länder eux-mêmes, jusque-là soumis à un endettement zéro, obtiennent une marge de 0,35 % du PIB. On a une réforme constitutionnelle, donc, gravée pour durer, pas un simple arbitrage budgétaire annuel.

Le concert de critiques ne s'est pas fait attendre, et il vient de partout à la fois. Chez les Verts, pourtant associés à la négociation, la présidente du groupe Britta Haßelmann n'a pas boudé son plaisir : Merz, dit-elle, savait depuis un an que l'Allemagne avait besoin d'investissements et de défense, mais lui et son parti ne l'avaient « jamais reconnu publiquement », pire, ils avaient « diffamé » les Verts pour avoir porté exactement cette revendication⁷⁹. Chez les libéraux, le chef de groupe Christian Dürr est plus tranchant encore : Merz aurait « broyé le programme fondamental de la CDU » lui-même, et la défense ne servirait plus que de « feuille de vigne » pour emprunter à peu près pour n'importe quoi, Dürr chiffre, calculs à l'appui mais sans les livrer en détail, à 270 milliards d'euros la part des 500 qui, sur douze ans, n'ira selon lui ni à la défense ni à l'infrastructure au sens strict⁸⁰. Le

⁷⁷Bundesrat, « 1052. Sitzung am 21. März 2025 », <https://www.bundesrat.de/DE/plenum/bundesrat-kompakt/25/1052/1052-node.html>.

⁷⁸Bundesrat, « 1052. Sitzung am 21. März 2025 », <https://www.bundesrat.de/DE/plenum/bundesrat-kompakt/25/1052/1052-node.html>.

⁷⁹« Sondervermögen: Grundgesetz-Änderung im Bundestag beschlossen », Forschung & Lehre, 21 mars 2025, <https://www.forschung-und-lehre.de/politik/grundgesetzaenderung-im-bundestag-beschlossen-6980>.

⁸⁰Christian Dürr, cité in « Grundgesetzänderung: Merz schreddert das CDU-Grundsatzprogramm », FDP, 20 mars 2025, <https://www.fdp.de/merz-schreddert-das-cdu-grundsatzprogramm>.

plus révélateur, pourtant, vient de l'intérieur même du parti du chancelier. Dans une réunion de section à Leipzig, en Saxe, le trésorier local Gerhard Gey lâche, caméras à peine sorties de la salle, que Merz « viole le programme de la CDU » et « l'ADN du parti », lui qui avait promis pendant des décennies de tenir le frein à la dette⁸¹. Merz, de son côté, se défend d'avoir trompé qui que ce soit car il aurait, dit-il, déjà évoqué une possible réforme avant le scrutin, notamment lors d'une intervention en novembre 2024. L'argument tient mal face à des citations aussi datées, aussi explicites et aussi tardives que celles du 9 et du 25 février prononcées, l'une en pleine campagne, l'autre après le vote, quand plus aucune pression électorale ne pouvait l'excuser.

Admettons, un instant, que la réforme de la règle elle-même fût défendable sur le fond. Reste à savoir ce que les 500 milliards annoncés ont, un an plus tard, réellement produit. Et la réponse tient en quelques chiffres qui parlent d'eux-mêmes. Les conditions juridiques permettant de mobiliser les fonds n'ont été réunies qu'en octobre 2025, soit sept mois après le vote⁸². Sur l'ensemble de 2025, seuls 24 milliards d'euros ont été effectivement investis, le gouvernement s'en félicite, mettant en avant un investissement fédéral total de 87 milliards, en hausse de 17 % sur 2024, et vise plus de 120 milliards pour 2026⁸³. Mais fin avril 2026, avec un tiers de l'année

⁸¹ZDFheute, « Das Glaubwürdigkeitsproblem von Friedrich Merz », 21 mars 2025, <https://www.zdfheute.de/politik/deutschland/merz-cdu-kritik-kanzler-schuldenbremse-wahlerbetrug-waehlertaeuschung-100.html>.

⁸²Bundesregierung, « Investitionsoffensive für das ganze Land », 19 mars 2026, <https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/sondervermoegen-2356240>.

⁸³Bundesregierung, « Investitionsoffensive für das ganze Land », 19 mars 2026, <https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/sondervermoegen-2356240>.

déjà écoulé, seuls 11,2 des 39,7 milliards prévus pour l'année avaient été effectivement décaissés, soit 28 % à peine⁸⁴.

Pire encore, et c'est là que l'affaire vire au scandale feutré plutôt qu'au simple retard administratif : le 19 mars 2026, l'institut ifo publie, sous le titre programmatique de « Promesse brisée », une analyse qui va au cœur du problème. Un an après le vote, 24,3 milliards d'euros avaient été décaissés ; mais dans le même temps, note l'institut, le gouvernement avait réduit d'un montant comparable les investissements du budget ordinaire, si bien que l'investissement public total n'a, in fine, pas véritablement augmenté⁸⁵. Le ministère fédéral des Finances, dirigé par un social-démocrate, rétorque qu'il faut simplement plus de temps pour que l'argent s'écoule ; l'ifo n'est pas convaincu, puisque le problème n'est pas la lenteur du décaissement mais la substitution pure et simple d'une ligne budgétaire à une autre. Pour eux, il ne fallait donc pas promettre que ces dettes nouvelles financeraient des investissements nouveaux⁸⁶. Une fois l'argent transféré aux Länder puis aux communes, la traçabilité se perd presque⁸⁷.

Et l'économie, elle, celle-là même que cet argent devait relancer ? Elle n'a toujours pas décollé. L'Allemagne sortait de deux années

⁸⁴« Investitionen aus Infrastruktur-Sondertopf laufen nur allmählich an », onvista/Reuters, 1er juin 2026, <https://www.onvista.de/news/2026/06-01-investitionen-aus-infrastruktur-sondertopf-laufen-nur-allmaehlich-an-0-20-26517542>.

⁸⁵ifo Institut, « Die Zweckentfremdung der Sonderverschuldung für Infrastruktur und Klimaschutz muss gestoppt werden! », Standpunkt, 19 mars 2026, <https://www.ifo.de/standpunkt/2026-03-19/zweckentfremdung-der-sonderverschuldung-muss-gestoppt-werden>.

⁸⁶ifo Institut, « Die Zweckentfremdung der Sonderverschuldung für Infrastruktur und Klimaschutz muss gestoppt werden! », Standpunkt, 19 mars 2026, <https://www.ifo.de/standpunkt/2026-03-19/zweckentfremdung-der-sonderverschuldung-muss-gestoppt-werden>.

⁸⁷« Infrastruktur-Sondervermögen: Wo die Milliarden versickern », Börse am Sonntag, 25 mars 2026, <https://www.boerse-am-sonntag.de/maerkte/infrastruktur-sondervermoegen-blackbox-kommunen>.

consécutives de récession (moins 0,3 % en 2023, moins 0,2 % en 2024, du jamais-vu depuis plus de vingt ans) lorsque Merz est arrivé à la chancellerie début mai 2025⁸⁸. L'année 2025 s'est soldée par une croissance de 0,2 à 0,3 %, une stagnation qui ne dit pas son nom plutôt qu'un rebond. Et la reprise promise pour 2026 a, mois après mois, été révisée à la baisse. De 1,5 % espéré par l'ifo à l'été 2025⁸⁹, ramenés à 1,3 % à l'automne, l'institut notant alors que « l'économie allemande reste en crise »⁹⁰, puis amputé d'un coup à 0,8 % en décembre, chiffre confirmé, choc pétrolier proche-oriental aidant, en juin 2026⁹¹. L'Institut de l'économie allemande (IW) résume, en une phrase, l'état d'esprit de tous les instituts de conjoncture : après trois années de récession et de stagnation, une croissance de presque un point n'a rien d'une véritable reprise⁹². Le chômage, loin de refluer, a continué de grimper, avec plus 161 000 personnes en 2025, à 6,3 %, avant de stagner en 2026⁹³. L'ifo lui-même reconnaît, en juin 2026, que la politique budgétaire expansive (précisément ce que le frein à la dette devait empêcher) contribue pour 0,5 point à la croissance de l'année, sans

⁸⁸« BIP Deutschland 2026: Prognose & Aktuelle Entwicklung », Welt der Legenden, février 2026, <https://welt-der-legenden.de/bip-deutschland-2026-prognose-entwicklung/>.

⁸⁹ifo Institut, « ifo Konjunkturprognose Sommer 2025 », 12 juin 2025, <https://www.ifo.de/fakten/2025-06-12/ifo-konjunkturprognose-sommer-2025>.

⁹⁰ifo Institut, « ifo Konjunkturprognose Herbst 2025 », 4 septembre 2025, <https://www.ifo.de/fakten/2025-09-04/ifo-konjunkturprognose-herbst-2025-finanzpolitik-koennte-deutsche-wirtschaft-aus>.

⁹¹ifo Institut, « ifo Institut sieht Wachstum 2026 bei 0,8% », 11 décembre 2025, <https://www.ifo.de/pressemitteilung/2025-12-11/ifo-institut-sieht-wachstum-2026>.

⁹²Michael Grömling, « IW-Konjunkturprognose: BIP wächst 2026 um knapp ein Prozent », IW Köln, 5 décembre 2025, <https://www.iwkoeln.de/presse/pressemitteilungen/michael-groemling-bip-waechst-2026-um-knapp-ein-prozent.html>.

⁹³ifo Institut, « ifo Institut sieht Wachstum 2026 bei 0,8% », 11 décembre 2025, <https://www.ifo.de/pressemitteilung/2025-12-11/ifo-institut-sieht-wachstum-2026>.

quoi le tableau serait plus sombre encore⁹⁴. Mais un demi-point de soutien artificiel pour un point de croissance totale, ce n'est pas ce que promettait le « Quoi qu'il en coûte » de mars 2025. C'est, au mieux, un pays qui respire un peu mieux sous perfusion. Pas un pays qui a retrouvé son souffle.

Il y a un an, Merz espérait renvoyer l'image d'un gouvernement décidé qui pouvait agir vite et fort. Mais cela lui a valu, jusque dans son propre camp, une facture de crédibilité dont la note, comme on va le voir, reste encore largement à régler.

UNE COALITION EN PIÈCES DÉTACHÉES

Une fois brisé le tabou du frein à la dette, Merz a perdu l'argument qui, jusque-là, lui permettait d'opposer une fin de non-recevoir à peu près à toute nouvelle dépense : la rigueur budgétaire. L'été 2026 en offre une démonstration presque comique. Le dossier des retraites, se heurte à la fronde d'une partie de son propre camp. La Junge Gruppe, l'aile des jeunes députés de l'Union au Bundestag, juge le texte non approuvable en l'état, pointant son coût différé estimé à 120 milliards d'euros⁹⁵. Interpellé sans ménagement par des militantes de la Junge Union sur ce chiffre, Merz a reconnu que « rien, absolument rien, ne plaide en sa faveur », a-t-il tranché, avant de rappeler que la coalition ne s'était engagée que jusqu'en 2031 sur la ligne de maintien du facteur de soutenabilité, et pas au-delà⁹⁶.

⁹⁴ifo Institut, « Wirtschaft wird 2026 um 0,8 Prozent wachsen », 18 juin 2026, <https://www.ifo.de/pressemitteilung/2026-06-18/wirtschaft-wird-2026-um-08-prozent-wachsen>.

⁹⁵« CDU-Streit über Rentenpaket verschärft sich », Pfalz-Express, juillet 2026, <https://www.pfalz-express.de/cdu-streit-ueber-rentenpaket-verschaerft-sich/>.

⁹⁶« "Gar nichts spricht dafür" - JU-Frauen treiben Merz bei Rente in die Enge », Focus/Yahoo Nachrichten, 2026, <https://de.nachrichten.yahoo.com/gar-nichts-spricht-daf%C3%BCr-ju-120332855.html>.

Bärbel Bas, ministre du Travail SPD du gouvernement Merz, a publiquement averti que la résistance interne à l'Union faisait courir un risque réel de rupture à la coalition noire-rouge (CDU/CSU et SPD) elle-même⁹⁷. Il aura fallu un vote-test informel en groupe parlementaire (procédure rarissime, révélatrice d'une perte de confiance) pour dégager une majorité suffisante et désamorcer, provisoirement, la crise⁹⁸. Ce n'est pas ainsi que gouverne une coalition sûre d'elle-même quinze mois après son investiture, et cela fait craindre le pire pour Merz.

Le 18 juillet 2026, Jens Spahn (chef du groupe parlementaire CDU/CSU depuis mai 2025, et l'un des acteurs les plus puissants de la coalition)⁹⁹ annonce sa démission après des jours de critiques croissantes sur paternité via une mère porteuse aux États-Unis, une pratique interdite en Allemagne¹⁰⁰. Le reproche qui lui est adressé n'est pas tant le choix personnel que son incohérence, car Spahn s'était par le passé prononcé en faveur d'une interdiction de la gestation pour autrui, et est aujourd'hui accusé d'une communication tardive et d'une double morale¹⁰¹. Le président du Conseil national d'éthique, Helmut Frister, ira jusqu'à dire que l'affaire Spahn révèle l'hypocrisie de toute la société allemande sur les questions de procréation médicalement

⁹⁷« CDU-Streit über Rentenpaket verschärft sich », Pfalz-Express, juillet 2026, <https://www.pfalz-express.de/cdu-streit-ueber-rentenpaket-verschaerft-sich/>.

⁹⁸« CDU-Streit über Rentenpaket verschärft sich », Pfalz-Express, juillet 2026, <https://www.pfalz-express.de/cdu-streit-ueber-rentenpaket-verschaerft-sich/>.

⁹⁹« Spahn-Nachfolge: Frei soll neuer Unions-Fraktionschef werden », ZDFheute, 22 juillet 2026, <https://www.zdfheute.de/politik/fraktionsvorsitz-cdu-csu-nachfolge-spahn-100.html>.

¹⁰⁰« Spahn-Nachfolge: Frei soll neuer Unions-Fraktionschef werden », ZDFheute, 22 juillet 2026, <https://www.zdfheute.de/politik/fraktionsvorsitz-cdu-csu-nachfolge-spahn-100.html>.

¹⁰¹« Spahn-Nachfolge: Frei soll neuer Unions-Fraktionschef werden », ZDFheute, 22 juillet 2026, <https://www.zdfheute.de/politik/fraktionsvorsitz-cdu-csu-nachfolge-spahn-100.html>.

assistée¹⁰². Merz lui-même qualifiera le départ de son chef de groupe d'inévitable¹⁰³, un aveu, venant du chancelier, qu'il ne s'agissait plus d'un simple différend d'opinion mais d'une position devenue intenable.

Spahn n'était pas un second couteau et sa chute prive la coalition, du jour au lendemain, de l'un de ses arbitres les plus expérimentés. Pour colmater la brèche, Merz doit extraire de la Chancellerie son plus proche collaborateur, Thorsten Frei (jusque-là chef de la Chancellerie fédérale) pour le placer à la tête du groupe parlementaire¹⁰⁴. Le geste stabilise le Bundestag, mais ouvre aussitôt une seconde vacance, à la Chancellerie cette fois¹⁰⁵. Merz lui-même, dans l'interview d'été de la ZDF, laisse entendre qu'un remaniement ministériel plus large pourrait suivre, reconnaissant qu'« Il pourrait être temps de repenser la composition du gouvernement fédéral »¹⁰⁶. La démission d'un seul homme se propageant ainsi, en cascade, jusqu'au sommet de l'exécutif.

Deux crises, deux registres, mais un seul et même constat : quinze mois après son investiture, le gouvernement Merz ne gouverne plus

¹⁰²« Liveblog: Jens Spahn tritt zurück », ZDFheute, juillet 2026, <https://www.zdfheute.de/politik/deutschland/liveblog-spahn-ruecktritt-100.html>.

¹⁰³« Nach Kritik wegen Leihmutterschaft: Kanzler Merz nennt Spahns Rücktritt "unvermeidlich" », Der Tagesspiegel, 18 juillet 2026, <https://www.tagesspiegel.de/politik/nach-kritik-wegen-leihmutterschaft-kanzler-merz-nennt-spahns-ruecktritt-unvermeidlich-15848089.html>.

¹⁰⁴« Nach Spahns Rücktritt: Thorsten Frei soll neuer Fraktionschef der Union werden », Der Tagesspiegel, juillet 2026, <https://www.tagesspiegel.de/politik/nachfolge-von-spahn-thorsten-frei-soll-unionsfraktionschef-werden-15865301.html>.

¹⁰⁵« Nach Spahns Rücktritt: Thorsten Frei soll neuer Fraktionschef der Union werden », Der Tagesspiegel, juillet 2026, <https://www.tagesspiegel.de/politik/nachfolge-von-spahn-thorsten-frei-soll-unionsfraktionschef-werden-15865301.html>.

¹⁰⁶« Spahn-Nachfolge: Frei soll neuer Unions-Fraktionschef werden », ZDFheute, 22 juillet 2026, <https://www.zdfheute.de/politik/fraktionsvorsitz-cdu-csu-nachfolge-spahn-100.html>.

sur ses seules majorités de papier. Il négocie en interne, teste ses propres votes avant de les risquer en séance, et rebat les cartes de son équipe dirigeante au gré des démissions.

UN AVENIR DEJA ECRIT ?

Promesses brisées, coalition fissurée... reste à savoir ce que les électeurs pensent et comment ils ont déjà voté. Avant les scrutins de septembre, qui ne sont pas capitaux comme on l'a vu, d'autres ont déjà eu lieu depuis l'accession de Merz à la chancellerie, et ils ont offert un test bien plus rude pour Merz que ceux de Saxe-Anhalt ou du Mecklembourg. En effet, ils ne se tenaient pas à l'Est, mais dans deux Länder de l'Ouest, dont l'un est un bastion historique de la CDU elle-même. Le 8 mars 2026, le Bade-Wurtemberg votait ; le 22 mars, la Rhénanie-Palatinat suivait. Moins d'un an après l'investiture de Merz, ce sont les deux premiers verdicts électoraux de sa chancellerie, et il est important d'en parler.

Au Bade-Wurtemberg, les Verts de Cem Özdemir conservent de justesse la première place, avec 30,2 % des voix, devant une CDU à 29,7 % (un écart si mince que les deux partis terminent à égalité de sièges, 56 chacun)¹⁰⁷. La CDU progresse pourtant nettement, de 5,6 points, par rapport à la dernière élection. Mais l'AfD fait plus fort encore : 18,8 %, en progression de 9,1 points des dernières élections, un score qui frôle le doublement et qui constitue le meilleur résultat historique du parti dans ce Land (le tout assorti d'un premier mandat direct remporté à

¹⁰⁷Statistisches Landesamt Baden-Württemberg, « Vorläufige Ergebnisse der Landtagswahl 2026 in Baden-Württemberg », mars 2026, <https://www.statistik-bw.de/presse/pressemitteilungen/pressemitteilung/vorlaeufige-ergebnisse-der-landtagswahl-2026-in-baden-wuerttemberg/>.

Mannheim)¹⁰⁸. Le FDP, lui, disparaît du Landtag pour la première fois de son histoire, et le SPD s'effondre à 5,5 %, son plus mauvais score jamais enregistré dans le Land, à peine au-dessus du seuil fatidique des 5%¹⁰⁹. Seule option de gouvernement restant mathématiquement solide : la reconduction de l'alliance Verts-CDU, qui dispose désormais, dans un Landtag réduit à quatre partis, d'une majorité des deux tiers lui permettant, en théorie, de modifier la Constitution du Land elle-même¹¹⁰.

En Rhénanie-Palatinat, le basculement est plus spectaculaire encore. Pour la première fois depuis 1987, la CDU redevient la première force du Land, avec 31,0 % des voix, mettant fin à trente-cinq années ininterrompues de gouvernance social-démocrate¹¹¹. Le SPD, lui, s'effondre à 25,9 %, son pire résultat historique dans ce Land, soit une chute de 9,8 points¹¹². Mais l'AfD y obtient 19,5 %, plus du double de son score précédent (+11,2 points, +146 % en voix absolues) soit le meilleur

¹⁰⁸Statistisches Landesamt Baden-Württemberg, « Vorläufige Ergebnisse der Landtagswahl 2026 in Baden-Württemberg », mars 2026, <https://www.statistik-bw.de/presse/pressemitteilungen/pressemitteilung/vorlaeufige-ergebnisse-der-landtagswahl-2026-in-baden-wuerttemberg/>.

¹⁰⁹Statistisches Landesamt Baden-Württemberg, « Vorläufige Ergebnisse der Landtagswahl 2026 in Baden-Württemberg », mars 2026, <https://www.statistik-bw.de/presse/pressemitteilungen/pressemitteilung/vorlaeufige-ergebnisse-der-landtagswahl-2026-in-baden-wuerttemberg/>.

¹¹⁰bpb.de, « Landtagswahl Baden-Württemberg 2026: GRÜNE mit den meisten Stimmen », mars 2026, <https://www.bpb.de/kurz-knapp/hintergrund-aktuell/575886/landtagswahl-baden-wuerttemberg-2026-gruene-mit-den-meisten-stimmen/>.

¹¹¹bpb.de, « Landtagswahl Rheinland-Pfalz 2026: CDU ist stärkste Kraft », mars 2026, <https://www.bpb.de/kurz-knapp/hintergrund-aktuell/576319/landtagswahl-rheinland-pfalz-2026-cdu-ist-staerkste-kraft/>.

¹¹²Landeswahlleiter Rheinland-Pfalz, « Landtagswahl 2026: Vorläufiges Ergebnis », <https://www.wahlen.rlp.de/nachrichten/nachrichtendetailseite/landtagswahl-2026-vorlaeufiges-ergebnis>.

résultat jamais enregistré par le parti lors d'un scrutin régional n'importe où en Allemagne de l'Ouest¹¹³. Le FDP, comme au Bade-Wurtemberg, disparaît du Parlement. Une coalition à deux entre la CDU et les Verts (7,9 %) ne suffisait pas arithmétiquement ; il aura fallu, cinq semaines plus tard, la toute première grande coalition CDU-SPD de l'histoire du Land pour dégager une majorité, Gordon Schnieder du CDU devenant Ministre-Président le 18 mai, avec l'ancien titulaire social-démocrate écarté du nouveau gouvernement¹¹⁴. Même à l'Ouest, donc, et même quand la CDU l'emporte largement, c'est un attelage contre-nature qui devient la seule option disponible pour gouverner sans l'AfD.

Que faut-il en conclure ? Pas que la CDU s'effondre, car elle progresse dans les deux Länder, et l'emporte nettement dans l'un des deux. Le problème de Merz n'est donc pas, à ce stade, une hémorragie de voix vers l'AfD au sein de son propre électorat. Il est ailleurs, et plus inquiétant à long terme, en effet, l'AfD progresse au moins aussi vite que la CDU, dans les deux cas, et le fait précisément là où elle n'était jusqu'ici qu'une force marginale. Un meilleur score historique dans un Land aussi prospère et modéré que le Bade-Wurtemberg, un meilleur score de tout l'Ouest allemand en Rhénanie-Palatinat montre que la progression du parti ne se limite plus à ses bastions est-allemands, elle s'installe dans les terres mêmes où la CDU se croyait la plus solide. Le FDP, disparu des deux Parlements, referme une ère où cinq ou six partis pouvaient organiser la politique régionale allemande depuis des décennies, presque partout, à quatre, et l'espace laissé vacant se

¹¹³« Landtagswahl 2026 », Datenblick - Statistik für Rheinland-Pfalz, mars 2026, <https://www.datenblick.statistik.rlp.de/landtagswahl-2026>.

¹¹⁴« Rheinland-Pfalz: CDU und SPD einigen sich – Schnieder wird Ministerpräsident », Münster Aktuell, 30 avril 2026, <https://ms-aktuell.de/welt/rheinland-pfalz-koalition-cdu-spd-schnieder/>.

partage entre un bloc CDU-Verts qui se consolide et une AfD qui avance au même rythme, sinon plus vite.

L'avenir n'est donc pas encore écrit car la CDU garde, dans ces deux scrutins, de quoi soutenir qu'un redressement qui reste possible d'ici 2029. Mais le compte à rebours a commencé pour Merz avec le frein à, la dette brisée et la coalition en pièces que nous venons de décrire, ainsi qu'un bilan (il est trop tôt pour en parler réellement après 15 mois) qui va finir par peser dans la balance si l'embellie ne vient pas. Rien, à ce stade, ne permet de penser que les scrutins de septembre y changeront quoi que ce soit, mais ils peuvent resserrer l'étau autour de Merz et envoyer une image inquiétante avec une AfD qui monte.

UNE FUITE DE L'ELECTORAT DE LA DROITE (COALITION, ECHEC, POURQUOI ?)

Dans un sondage de juin 2026, YouGov mesure la CDU/CSU à 20 % des intentions de vote¹¹⁵. Ce score autour de 20/21% a été confirmé par d'autres sondages réalisés par la suite, par d'autres instituts, c'est 8,5 points de moins que le score de février 2025 réalisé par l'Union, et le plancher le plus bas jamais enregistré par l'Union depuis sa fondation. Immédiatement, on ne peut qu'expliquer cette chute par la mauvaise passe de la chancellerie, entre frein à la dette brisé, réforme des retraites contestée, ou un Spahn démissionnaire. Il est certain que tout cela, en un peu moins de 16 mois ne cela ne peut que nourrir l'AfD, qui était déjà sur une bonne lancée. Mais cette vision peut être complétée...

¹¹⁵« CDU/CSU erstmals bei 20 % — YouGov misst historisches Umfragetief », bundestagwahlumfrage.de, 16 juin 2026, <https://bundestagwahlumfrage.de/analyse/cdu-csu-erstmal-20-prozent-yougov-umfragetief-2026/>

Il est important de signaler que le profil de l'électeur AfD a changé de nature depuis ses débuts, et c'est là que l'histoire se complique. Entre 2014 et 2019, le parti recrutait surtout des abstentionnistes et des déçus est-allemands du SPD. Depuis 2025, une part substantielle de ses gains vient d'ailleurs (du camp bourgeois lui-même, de ces électeurs qui avaient voté CDU/CSU en février 2025 pour la compétence économique promise, pour une ligne migratoire enfin claire, ou pour une direction stable). Un an plus tard, ils se sentent trahis sur les trois fronts à la fois¹¹⁶.

Mais tous ces déçus ne vont pas vers l'AfD, ce n'est pas aussi simple et d'autres voies existent (tout comme les électeurs de additionnels de l'Union en 2025 ne venaient pas uniquement de la droite). Selon une étude réalisée pour RTL, parmi les électeurs qui quittent la CDU, 22 % penchent aujourd'hui pour l'AfD (un niveau haut et jamais atteint, surtout à l'Ouest). Mais 25 % basculent plutôt à gauche, vers le SPD, les Verts ou Die Linke. Et 40 %, la majorité relative, choisissent purement et simplement de ne plus voter du tout¹¹⁷. Merz aurait ainsi aussi perdu des électeurs situés à gauche du centre qui n'avaient voté pour lui que pour sa droiture¹¹⁸. Que les électeurs de la CDU aillent grossir les rangs de Die Linke semble pour le moins paradoxal...

Un sondage Insa pour *Bild am Sonntag* brouille encore plus les cartes. Interrogés sur l'hypothèse d'une CDU en position d'arbitre à Magdebourg ou à Schwerin après septembre, 48 % des sympathisants de l'Union jugent qu'il vaudrait mieux composer avec Die Linke plutôt

¹¹⁶« Warum steigt die AfD auf 27 % ? Forsa-Analyse: Schwäche der Regierung, nicht eigene Stärke », bundestagwahlumfrage.de, 10 mai 2026, <https://bundestagwahlumfrage.de/analyse/afd-aufstieg-forsa-analyse-hintergruende-2026/>

¹¹⁷Ralf Hanselle, « Neue Umfragen zu Wählerwanderungen – Eigentümlich links », Cicero, 2 juin 2026, <https://www.cicero.de/innenpolitik/eigentumlich-links-wahlerwanderung>

¹¹⁸Hanselle, Cicero, 2 juin 2026.

qu'avec l'AfD. En effet, seulement 27 % verraient dans l'AfD un partenaire de circonstance acceptable¹¹⁹. Sur l'ensemble des sondés, toutes tendances confondues, l'écart persiste, et 40 % favorisent une coopération CDU-Linke, contre 36 % pour une coopération CDU-AfD. Et 45 % des Allemands jugent désormais que le Cordon Sanitaire ne protège plus personne (sinon l'AfD elle-même, qui prospère du statut de proscrite et de martyr)¹²⁰. Ainsi, ce qu'on peut comparer au front républicain chez nous essuie lui aussi de lourdes critiques outre-Rhin...

Pour autant, il ne faut pas oublier qu'un tiers des nouveaux électeurs AfD de 2025 venait de la droite bourgeoise (qui avait toujours été acquise à l'Union voire à la SPD). La fuite existe, à un niveau inédit. Mais ce n'est plus un tuyau à sens unique vers l'extrême droite. C'est un éclatement à trois branches (AfD, gauche, abstention), et les deux dernières pèsent ensemble presque le double de la première (même si l'abstention sert l'AfD plus que les autres partis).

Ce qui devrait inquiéter la CDU n'est donc pas l'hémorragie vers l'AfD, déjà documentée et connue, presque banalisée même tant elle a été discutée et qu'elle existe depuis longtemps. C'est que ses propres déçus ne se reconnaissent plus dans aucune des offres disponibles, ce qui fait les affaires de l'AfD. Le problème de Merz n'est plus que l'AfD lui vole ses électeurs. C'est qu'il n'a plus d'électorat cohérent à perdre tant il a été son pire ennemi et à fait le travail de l'AfD à sa place.

¹¹⁹Hanselle, Cicero, 2 juin 2026.

¹²⁰Hanselle, Cicero, 2 juin 2026.

QUELLES CONSEQUENCES POUR L'ALLEMAGNE ET L'EUROPE ?

LA FIN ANNONCEE DU CORDON SANITAIRE ALLEMAND ?

La Brandmauer ou Cordon Sanitaire reste une tradition importante en Allemagne, alors que les partis centristes, en souvenir du 3^{ème} Reich, ont toujours voulu empêcher la montée de l'extrême-droite. Pourtant ce principe est de plus en plus fragilisé et ne repose sur des fondations de moins en moins solide que la volonté de ceux qui le proclament, et les nouvelles générations allemandes, qui n'ont pas connu le Mur, y sont de moins en moins réceptives. Ainsi, les scrutins de 2026 vont démontrer si ce Cordon sanitaire résiste électoralement dans les urnes et politiquement dans le cas de troisième tour compliqué pour les partis au pouvoir avec deux scrutins où la formation d'une coalition semble compliquée.

Le premier accroc remonte à janvier 2025, avant même les élections fédérales et l'entrée en fonction de Merz, avec un projet de loi sur la limitation de l'immigration, porté par l'Union (CDU/CSU), qui avait été adopté au Bundestag grâce aux voix de l'AfD. Ce vote a fait parler en Allemagne, mais le cordon sanitaire semblé tenir, par exemple, Merz a décidé de faire voter par l'ancien Bundestag en avril 2025, ses mesures budgétaires touchant à la constitution, pour éviter d'être bloqué par une AfD qui serait plus nombreuse ensuite.

18 mois plus tard, la fissure ne vient plus d'un vote isolé au Bundestag, mais d'un chef de gouvernement CDU en exercice. Michael Kretschmer, ministre-président de Saxe à la tête d'un gouvernement minoritaire, a déclaré cet été que celui qui parle encore de Cordon

sanitaire n'a pas compris les signes du temps¹²¹. Le chef de la CDU de Basse-Saxe a dû réaffirmer en réponse à ce commentaire que l'AfD restait l'adversaire politique principal de l'Union¹²². En Saxe-Anhalt, un maire CDU, Bernd Prange, le maire de Altmärkische Höhe, a donné 10 000 euros à l'AfD et appelé à voter pour eux, souhaitant leur victoire pour que la CDU se réveille, sorte de ses politiques gauchistes et que Merz soit destitué¹²³. Mais le fait même que ce soit des membres de la CDU qui s'expriment ainsi, un ministre-président CDU en exercice et un maire, et non un responsable AfD, ne peut que rouvrir le débat sur le Cordon Sanitaire. Le doute ne vient plus seulement de l'extérieur et des électeurs. Il vient de ceux qui sont censés s'opposer et ne faire aucune compromission.

Markus Söder, ministre-président de la Bavière et chef de file de la CSU, a de son côté choisi la fermeté la plus nette face à l'AfD : Il se dit opposé, fondamentalement à tout rapprochement, visant nommément la direction de l'AfD, Björn Höcke en tête, jugée définitivement infréquentable¹²⁴. Mais, venant de lui, on peut douter que le fond soit l'attachement moral au Cordon Sanitaire, il est peut-être davantage stratégique alors qu'il est un proche soutien de Merz. En effet, une ouverture à l'AfD provoquerait une scission massive de

¹²¹« CDU und AfD: Kretschmer löst neue Debatte über Brandmauer zu AfD aus », WirtschaftsWoche, juillet 2026, <https://www.wiwo.de/politik/deutschland/cdu-und-afd-kretschmer-loest-neue-debatte-ueber-brandmauer-zu-afd-aus/100242188.html>.

¹²²« CDU und AfD: Kretschmer löst neue Debatte über Brandmauer zu AfD aus », WirtschaftsWoche, juillet 2026, <https://www.wiwo.de/politik/deutschland/cdu-und-afd-kretschmer-loest-neue-debatte-ueber-brandmauer-zu-afd-aus/100242188.html>.

¹²³ CDU-Mann: Habe 10.000 Euro an AfD gespendet », Frankfurter Allgemeine, 20 août 2026, <https://www.faz.net/aktuell/politik/wahl-in-sachsen-anhalt/cdu-politiker-bernd-prange-spendet-10-000-euro-an-die-afd-accg-201143114.html>

¹²⁴« Söder gegen Kretschmer: Streit um die AfD-Brandmauer im ZDF-Sommerinterview », Berliner Zeitung, juillet 2026, <https://www.berliner-zeitung.de/article/markus-soeder-afd-brandmauer-10236161>.

l'Union, avec le risque bien réel que la CDU et la CSU en sortent perdantes¹²⁵. On peut douter que les cadres seuls puissent dicter aux électeurs ce qu'ils doivent penser du Cordon Sanitaire, alors que la défiance gouvernementale est au plus haut en Allemagne...

Merz, lui, n'a jamais dévié en public. Au congrès de la CDU à Stuttgart, en février 2026, il a martelé que le parti ne pourra jamais être un partenaire de la CDU, promettant à l'AfD un combat acharné¹²⁶. Quelques mois plus tard, il a déclaré « Nous ne nous laisserons pas détruire par ces gens. Nous en apporterons la preuve dans les mois qui viennent »¹²⁷. Il est conscient de la menace que représente l'AfD, et veut se poser en dernier rempart à droite contre eux.

En effet, le contexte dans lequel Merz prononce ces mots ne joue pas en sa faveur. L'AfD talonne désormais la CDU au niveau national, à 25-27 % dans les enquêtes d'opinion, et domine très largement les sondages en Saxe-Anhalt et au Mecklembourg, comme nous l'avons montré¹²⁸. Il faut se rendre à l'évidence, la période est mauvaise pour Merz et la stratégie d'isolement, jusqu'ici, a échoué, alors que l'AfD n'a jamais été aussi menaçante¹²⁹.

¹²⁵« Söder gegen Kretschmer: Streit um die AfD-Brandmauer im ZDF-Sommerinterview », Berliner Zeitung, juillet 2026, <https://www.berliner-zeitung.de/article/markus-soeder-afd-brandmauer-10236161>.

¹²⁶Reuters, « Germany's Merz says his conservatives will not partner with far-right AfD », 20 février 2026, <https://www.aol.com/articles/germanys-merz-says-conservatives-not-122310568.html>.

¹²⁷« Merz vows CDU won't be "destroyed" by far-right ahead of 2026 votes », Yahoo News, 2026, <https://www.yahoo.com/news/articles/merz-vows-cdu-wont-destroyed-135227293.html>.

¹²⁸« Merz vows CDU won't be "destroyed" by far-right ahead of 2026 votes », Yahoo News, 2026, <https://www.yahoo.com/news/articles/merz-vows-cdu-wont-destroyed-135227293.html>.

¹²⁹« Merz vows CDU won't be "destroyed" by far-right ahead of 2026 votes », Yahoo News, 2026, <https://www.yahoo.com/news/articles/merz-vows-cdu-wont-destroyed-135227293.html>.

Alors que la SPD a sombré avec Scholz, et surtout depuis les élections de 2025, la CDU reste la seule force centriste historique se dressant face à l'AfD. Ainsi, le Cordon Sanitaire, déjà mal en point, pourrait ne pas tenir en cas de coopération entre l'Union et l'AfD. Ce serait un acte d'autodestruction de la part de la CDU. De plus, Friedrich Merz a lié son propre destin de président de parti à cette promesse de barrer l'AfD, mais si ses propres troupes venaient à l'écarter, n'importe quel successeur se retrouverait confronté exactement à la même question, et pas sûr qu'ils se montrent aussi catégoriques.

En Saxe-Anhalt, quelques sièges séparent l'AfD d'une majorité absolue (voire moins si certains petits partis ne dépassent pas les 5% ou si le BSW s'abstient lors de l'élection du ministre-président), et la seule alliance capable de l'en priver suppose que la CDU renonce à son autre tabou, Die Linke. Le cordon Sanitaire, tient parce qu'un nombre suffisant de dirigeants CDU, à ce jour, refusent encore d'être ceux par qui elle cède (sorte de tabou qui tieznt encore alors que c'est valeurs de barrage à l'extrême-droite son vivaces chez les dirigeants plus agés). Une discipline qui repose sur la détermination d'individus comme Merz ou Söder, mais qui n'est pas partagée par tous et par essence jamais acquise. Ces gardiens du mur, sont de plus en plus impopulaires, et pas sûr que la Digue tienne sans eux.

L'AFD PARTI DE CONTESTATION OU FUTUR PARTI DE GOUVERNEMENT

Dans différents sondages, l'AfD est créditée de 40/42 % en Saxe-Anhalt, contre 22/24 % pour la CDU du ministre-président sortant Sven Schulze¹³⁰. Pour notre modèle, l'AfD sera la première force politique lors

¹³⁰« Sachsen-Anhalt-Wahl 2026: Wahl-Umfrage zeigt Trend – drei Parteien zittern », t-online, mis à jour le 21 août 2026, <https://www.t->

des élections régionales en Saxe-Anhalt (cela arrive dans 97,7% des 20000 simulations). Ainsi, le 6 septembre, pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale (depuis 1945 donc), un parti classé à l'extrême droite pourrait dominer un scrutin régional au point de revendiquer le pouvoir seul. Les voir gouverner serait un véritable raz-de-marée, même si la majorité des points clivants du programme de l'AfD (remigration, fiscalité, relations internationales ou retraites) sont des compétences fédérales et qu'une région AfD ne pourrait rien y changer. La hausse est avérée et spectaculaire à n'en pas douter, pourtant on peut se demander si l'AfD est encore ce parti de contestation qui prospère dans l'opposition, ou peut-elle devenir, pour de bon, une option de gouvernement ?

La stratégie du parti, opposé à la dédiabolisation, ne laissait pas penser qu'ils voulaient se montrer plus cohérent et digne de gouverner (surtout pas une région). Les électeurs la rejoignent par colère et la quittent dès que les partis de gouvernement livrent des résultats, c'est très exactement ce qui explique son recul de 2021, après sa percée de 2017 au niveau fédéral. Mais désormais on voit autre chose qui nous amène à réévaluer ce raisonnement, car une partie de l'électorat s'est fidélisée durablement, formant un socle qui ne refluerait plus automatiquement, même si la conjoncture s'améliorait¹³¹. Ainsi, la Saxe-Anhalt ne serait plus un accident conjoncturel. Ce serait la première conversion réussie, à l'échelle d'un Land entier, d'une rente de protestation en implantation durable.

[online.de/nachrichten/deutschland/innenpolitik/id_101371622/sachsen-anhalt-wahl-2026-wahlumfrage-zeigt-trend-drei-parteien-zittern.html](https://www.bundestagwahlumfrage.de/nachrichten/deutschland/innenpolitik/id_101371622/sachsen-anhalt-wahl-2026-wahlumfrage-zeigt-trend-drei-parteien-zittern.html)

¹³¹ « Warum steigt die AfD auf 27 % ? Forsa-Analyse: Schwäche der Regierung, nicht eigene Stärke », [bundestagwahlumfrage.de](https://www.bundestagwahlumfrage.de), 10 mai 2026, <https://www.bundestagwahlumfrage.de/analyse/afd-aufstieg-forsa-analyse-hintergruende-2026/>

Les signes de cette mutation ne manquent pas. Ulrich Siegmund, le candidat AfD à Magdebourg, cultive un style nettement plus maîtrisé que les cadres flamboyants qui ont longtemps incarné le parti à l'écran (plus proche de la retenue d'Alice Weidel, qui a pu rassurer)¹³². Il faut en effet voir les choses en face et voir la professionnalisation du parti, alors que l'AfD siège au Landtag de Saxe-Anhalt sans interruption depuis 2016, avec un ancrage communal que peu de partis nouveaux peuvent revendiquer après une décennie. Ce n'est plus une insurrection. C'est une administration en devenir et c'est bien ce qui a changé.

Mais gouverner et s'indigner ne sont pas comparables, et si l'AfD parvenait à prendre la Saxe-Anhalt, ce serait un test pour le parti tout entier, qui ne pourrait plus se cacher. Une coalition, ou, à Magdebourg, un gouvernement solitaire, exige de l'expérience administrative, une capacité de compromis budgétaire, des cadres capables de tenir un ministère plutôt qu'un plateau télé, soit des compétences que l'opposition, par nature, ne teste jamais¹³³. C'est ainsi paradoxal pour l'AfD, car la meilleure preuve qu'elle peut gouverner serait de gouverner. Mais le premier faux pas (une administration chaotique, un scandale, une promesse immédiatement irréalisable, ou une mise en sourdine dans une coalition) validerait instantanément la thèse inverse. Le parti serait catalogué comme éternel contestataire et perdrait des électeurs en vue de 2029, ce qui plairait aux cadres de la CDU qui veulent voir l'AfD se détruire au contact du pouvoir, ou de la gauche. Mais en même temps, Die Linke a réussi à passer le cap,

¹³²« Ein Szenario könnte die AfD auch ohne Mehrheit an die Macht bringen », Bluewin, 2026, <https://www.bluewin.ch/de/news/international/ein-szenario-koennte-die-afd-auch-ohne-mehrheit-an-die-macht-bringen-li.3567189>

¹³³« AfD-Regierung in Sachsen-Anhalt: Machtoption oder Risiko für die eigene Partei ? », Diebewertung, 8 mai 2026, <https://www.diebewertung.de/afd-regierung-in-sachsen-anhalt-machtoption-oder-risiko-fuer-die-eigene-partei/>

pourquoi pas l'AfD, d'autant plus que la professionnalisation se voit déjà et qu'il est probable que le discours révolutionnaire soit rangé au placard (pour un temps) en cas d'accession au pouvoir.

Reste un problème que tous les efforts de respectabilité peinent à masquer. La justice fédérale allemande a confirmé les condamnations de Björn Höcke pour usage d'un slogan SA, et sa fédération de Thuringe demeure classée mouvance d'extrême droite avérée par les services de renseignement. On ne parle pas d'Alice Weidel elle-même ici, mais l'aile qui a fait l'histoire électorale du parti à l'Est (et qui ne se calme pas)¹³⁴. Au congrès fédéral d'Erfurt, début juillet, Weidel et Tino Chrupalla ont pourtant été reconduits à la coprésidence avec des scores soviétiques (81,3 % et 70 % respectivement), devant un parti passé de 50 000 à 75 000 adhérents en deux ans. Et c'est la promesse d'expulsions systématiques, lancée par Weidel elle-même, qui a arraché les applaudissements les plus nourris de la salle¹³⁵. Ce point, important pour l'AfD, n'est pas partagé par aucun parti au niveau national, ce qui rend toute coopération difficile... Ainsi, l'ADN de l'AfD reste inchangé, même si le discours se veut plus policer sur certains points. La professionnalisation de façade n'a rien effacé du fond.

Le 6 septembre tranchera, mais peut-être pas comme on l'imagine. Même à 42 %, l'AfD reste tributaire de l'arithmétique des petits partis : Sahra Wagenknecht a déjà prévenu que son BSW, s'il franchit la barre des 5 %, ne votera pas pour un ministre-président CDU (ce qui en ferait, de facto, le faiseur de roi d'une majorité AfD sans avoir jamais eu

¹³⁴« German court backs AfD lawmaker's convictions for banned Nazi slogan », dpa/Yahoo News, 2026, <https://www.yahoo.com/news/articles/german-court-backs-afd-lawmakers-180025687.html>

¹³⁵« Germany's far-right AfD renews leadership duo ahead of key state votes », Yahoo News, 4 juillet 2026, <https://www.yahoo.com/news/politics/articles/germanys-far-afd-renews-leadership-130427207.html>

besoin de la rejoindre)¹³⁶. Si le scénario se confirme, la première conquête d'un Land par l'AfD n'aura pas tenu à sa propre force de conviction, mais au refus d'un allié de circonstance de sauver la CDU. Le parti de contestation n'aura peut-être pas eu besoin de prouver qu'il sait gouverner. Il lui aura suffi que personne d'autre n'en soit capable....

UNE ALLEMAGNE MOINS FIABLE POUR SES PARTENAIRES

A son arrivée, Friedrich Merz ne se disait pas simplement pro-européen comme tous ses prédécesseurs, mais le chancelier le plus proeuropéen de l'histoire récente. La presse du continent, dès le jour de sa prestation de serment, avait relevé la formule et posé, presque aussitôt, la question qui s'imposait : les Allemands allaient-ils y croire¹³⁷ ? C'est un fait, alors que la promesse semblait facile et vide, mais qu'en serait-il des partenaires ? En effet, la question se posait car Merz avait souvent parlé durant la campagne de fiabilité. Il avait par exemple déclaré : « *La maxime suprême de mon gouvernement sera que l'on peut de nouveau compter sur l'Allemagne, que nous tenons parole, et qu'une fois une décision prise, nous nous y tenons* »¹³⁸ Vraiment ?

¹³⁶Hermann Binkert, cité dans « Neue Umfrage vor Sachsen-Anhalt-Wahl: BSW könnte zum AfD-Königsmacher werden », t-online, août 2026 (art. cit., note 2).

¹³⁷« Behind Germany's lack of optimism about Merz » et « German stocks drop as Merz stumbles in historic Bundestag defeat », Euronews, 6 mai 2025, <https://www.euronews.com/index.php/tag/germany?p=11>.

¹³⁸Sarah Marsh et Andreas Rinke, « Leading German chancellor candidate Merz vows more assertive global role », Reuters/Yahoo News, 2025, <https://www.yahoo.com/news/leading-german-chancellor-candidate-merz-152300665.html>.

Le jour de son investiture, alors qu'il n'arrivait à se faire élire au premier tour, le DAX recule de 1,5 %, les taux des Bund remontent, les valeurs industrielles trinquent et l'Europe retient déjà son souffle¹³⁹. Un comble pour un chancelier qui venait tout juste de promettre la prévisibilité retrouvée. Et ce n'était que le début, car avec une règle budgétaire abandonnée en trois semaines, un fonds de 500 milliards dont l'ifo a montré qu'il ne finançait pas l'investissement supplémentaire annoncé, une coalition qui gouverne à coups de votes-tests et de démissions. Le doute du premier jour s'est plutôt confirmé qu'il ne s'est dissipé.

C'est sur le terrain proprement européen, que la promesse a rencontré son épreuve la plus nette. Le 8 juin 2026, Merz et le président français Emmanuel Macron annoncent ensemble l'arrêt du volet avion habité du programme SCAF, le système de combat aérien du futur (qui fut lancé en 2017 en grandes pompes par Macron et Angela Merkel, et sans doute le plus vaste projet d'armement jamais conçu en Europe, avec un budget de l'ordre de 100 milliards d'euros)¹⁴⁰. Les causes sont bien connues, avec un désaccord politique clair et une brouille industrielle, entre Dassault et Airbus Defence & Space, qui n'ont jamais réussi à s'entendre sur le partage des brevets ni sur la direction du programme. Éric Trappier, le patron de Dassault, a refusé de transmettre aux Allemands un savoir-faire qu'il jugeait trop sensible. Merz s'est entretenu personnellement avec lui. Cela n'a rien changé¹⁴¹.

¹³⁹« Behind Germany's lack of optimism about Merz » et « German stocks drop as Merz stumbles in historic Bundestag defeat », Euronews, 6 mai 2025, <https://www.euronews.com/index.php/tag/germany?p=11>.

¹⁴⁰ZDFheute, « FCAS: Warum der deutsch-französische Kampfjet gescheitert ist », 8 juin 2026, <https://www.zdfheute.de/politik/deutschland/fcas-kampfjet-projekt-ende-merz-macron-100.html>.

¹⁴¹ZDFheute, « FCAS: Warum der deutsch-französische Kampfjet gescheitert ist », 8 juin 2026, <https://www.zdfheute.de/politik/deutschland/fcas-kampfjet-projekt-ende-merz-macron-100.html>.

Merz avait déclaré « *Si nous ne pouvons pas résoudre ce problème, alors nous ne pourrions pas maintenir le projet* » quelques mois plus tôt, évoquant des exigences militaires françaises et allemandes devenues difficiles à concilier¹⁴². La coopération franco-allemande n'est certes pas totalement à l'arrêt avec cet épisode, mais la confiance en a souffert. En effet, l'avion de chasse, qui en était le symbole le plus visible, ne verra pas le jour sous la forme initialement rêvée. Les Allemands réclament désormais un avion de chasse sous-direction allemande¹⁴³ une manière de dire que l'ambition commune est bel et bien enterrée, et qu'un retour est impossible.

Pour signifier la fin de la coopération à l'avenir, certains en Allemagne disent qu'une arrivée du RN en 2027 (parti jugé moins pro-allemand que Macron) mettrait durablement à mal l'amitié franco-allemande. Que ce doute soit fondé ou non (on peut se poser la même question concernant l'AfD), il révèle la méfiance, sur ce dossier, n'a jamais été à sens unique. L'Allemagne se demande, elle aussi, si elle peut compter sur la France dans la durée.

La question reste : Peut-on de nouveau compter sur la parole de l'Allemagne, comme Merz l'avait promis ? Seize mois de mandat n'ont pas vraiment permis de répondre oui. La règle budgétaire a plié en trois semaines. Le fonds d'investissement finance moins qu'annoncer. Le Cordon, on l'a vu, ne tient plus que par la détermination d'un homme. Et le plus grand projet d'armement jamais lancé avec la France en est réduit à ses éléments secondaires. Le chancelier le plus

¹⁴²« France's Macron has "no doubts" over FCAS fighter jet project », Yahoo News, 2026, <https://www.yahoo.com/news/articles/frances-macron-no-doubts-over-151335838.html>.

¹⁴³« Aus für FCAS: Scharfe Spannungen zwischen Deutschland und Frankreich », World Socialist Web Site, juin 2026, <https://www.wsws.org/de/articles/2026/06/09/fcas-j09.html>.

proeuropéen de l'histoire récente n'a, pour l'instant, pas encore apporté la preuve qu'il promettait d'apporter.

L'AFD ET L'EUROPE : MINORITAIRE A STRASBOURG, RADICALE SUR LE FOND

En ce qui concerne la politique européenne de l'AfD et ce qu'on pourrait attendre d'elle, sa présence au Parlement européen (même dans le plus petit groupe du Parlement) peut nous donner des indications. Le 7 juillet dernier, le Parlement européen vote par 414 voix contre 224 et 18 abstentions l'ouverture d'une procédure de vérification visant Europe des Nations souveraines (ESN), la famille politique européenne de l'AfD¹⁴⁴. Dans un dossier de 294 pages (mêlant jurisprudence, déclarations publiques, publications sur les réseaux sociaux des cadres du parti) transmis par l'Autorité pour les partis politiques européens (APPF) le parti est mis en accusation¹⁴⁵. C'est le statut de parti européen enregistré d'ESN qui est en jeu ici, et un financement estimé à environ 2 millions d'euros pour 2026¹⁴⁶.

Domestiquement dominante, l'AfD demeure donc, à Bruxelles comme à Strasbourg, l'une des forces les plus marginales de l'hémicycle (4% via le groupe ESN, dont il est le principal parti membre, les autres étant marginaux, comme Reconquête). Et la voilà, de surcroît, sous enquête, ce qui met en péril ses ambitions européennes. Malgré l'ouverture de l'enquête, ESN n'est pas jugé coupable et dispose d'un mois pour

¹⁴⁴« European Parliament opens EU-values review of ESN », Brussels Signal, 8 juillet 2026, <https://brusselssignal.eu/2026/07/european-parliament-opens-eu-values-review-of-afd-led-esn-party/>

¹⁴⁵Christian Skaug, « EU initiates process aimed at banning the Europe of Sovereign Nations party », Document.news, 2 juillet 2026, <https://www.document.news/news/2026/07/eu-initiates-process-aimed-at-banning-the-europe-of-sovereign-nations-party>

¹⁴⁶« EU moves to strip funding and status from AfD-linked European party », EU Reports, 8 juin 2026, <https://eureports.com/2026/06/eu-moves-to-strip-funding-and-status-from-afd-linked-european-party/>

répondre, un comité de personnalités indépendantes doit ensuite rendre un avis, et toute décision de radiation resterait susceptible d'un blocage par le Parlement ou le Conseil¹⁴⁷. Pourtant le timing laisse songeur, alors que l'AfD est déjà marginalisée à Bruxelles, et au moment même où l'AfD frôle la conquête d'un Land chez elle, son bras européen affronte sa première mise en cause institutionnelle sérieuse. Mais le parti a déjà dû affronter une telle procédure au niveau national, et en est sorti grandi et relativement peu inquiété. La procédure en Allemagne lui a offert, on l'a vu, une tribune et un statut de victime dont le parti a largement profité. Rien ne garantit que l'épisode strasbourgeois se termine autrement.

Reste à savoir ce que l'AfD veut réellement faire de l'Europe. On voit une radicalisation constante du parti depuis 2014, élection après élection. On est passé d'un euroscepticisme modéré à sa fondation en 2013 (il faut le rappeler, le parti est né du sauvetage de l'euro et des peurs des rentiers allemands, elle n'était pas encore hostile à l'Union elle-même) jusqu'à ce qu'ils appellent une double rupture, c'est à dire une Europe repensée comme forteresse au service des seuls États-nations, et une Allemagne appelée à se rapprocher du modèle russe. Si l'Allemagne devait un jour choisir entre l'Est et l'Ouest, écrivent-ils, la logique du parti la conduirait à sortir à la fois de l'Union européenne et de l'OTAN pour rejoindre les structures de coopération russo-chinoises¹⁴⁸. Quel programme, et on voit bien la différence avec le RN qui en France a renoncé à l'idée de sortir de l'Euro et qui se différencie des « Patriotes » et autres partisans du FREXIT...

¹⁴⁷« European Parliament opens EU-values review of ESN », Brussels Signal, art. cit.

¹⁴⁸Hans Stark et Étienne Dubslaff, « La politique étrangère de l'AfD, entre désintégration à l'Ouest et partenariat à l'Est », Allemagne d'aujourd'hui, n° 247, janvier-mars 2024, republié par l'Ifri, <https://www.ifri.org/fr/articles/publications-exterieures/la-politique-etrangere-de-lafd-entre-desintegration-louest-et>

Pourtant, un sondage interne ne trouvait que 45 % des adhérents AfD prêts à voter pour un DEXIT si le référendum était organisé demain (moins de la moitié, sur un sujet que la direction agite pourtant comme une menace permanente, ce qui montre bien que pour moment on vote AfD plus par dépit et dégoût des autres partis)¹⁴⁹. De plus, la ligne extérieure du parti n'est pas unifiée. Alice Weidel incline vers une sensibilité plutôt transatlantique quand Tino Chrupalla assume une ligne eurasienne revendiquée (il a par exemple défendu la participation de députés AfD au sommet Europe-BRICS de Sotchi fin 2025 en affirmant ne pas voir la Russie comme une menace, tandis qu'un cadre du parti s'est rendu à Saint-Pétersbourg en juin 2026 pour réclamer la réouverture de Nord Stream)¹⁵⁰. Cela confirme les ambiguïtés au sein de l'AfD, et comme Alice Weidel reste la meilleure vitrine du parti, cela ne risque pas de changer de sitôt. Une AfD au pouvoir n'aurait donc pas une politique européenne à imposer. Elle aurait une fracture interne à trancher, avec l'Europe comme enjeu, mais l'Europe ne sera pas au menu d'une possible gouvernance de Land en Saxe-Anhalt, alors que c'est une compétence fédérale (ainsi les élections européennes de 2029 ou les fédérales de 2029 pourraient en faire un objet de débat, à l'intérieur comme à l'extérieur).

Pour l'instant, une AfD minoritaire au Parlement européen, dans l'opposition à Berlin et divisée sur sa propre ligne extérieure est, paradoxalement, plus difficile à anticiper qu'un parti doctrinalement uni. On négocie avec un adversaire déclaré. On négocie beaucoup plus difficilement avec un parti dont même les dirigeants ignorent, pour

¹⁴⁹« Germany should hold 'Dexit' vote on leaving EU, says AfD leader », The Times/Yahoo News, 2024, <https://news.yahoo.com/germany-hold-own-dexit-vote-115256815.html>

¹⁵⁰« The Alternative für Deutschland and Germany's Unsettled Place in the World », Carnegie Endowment for International Peace, juillet 2026, <https://carnegieendowment.org/research/2026/07/the-alternative-fur-deutschland-and-germanys-unsettled-place-in-the-world>

l'instant, laquelle de ses deux moitiés déciderait de la politique étrangère allemande le jour venu. Avec des « si » on mettrait Paris en bouteille, mais il faut rester attentif face à cet électron libre qui monte et reste radical...

CE QUE CELA DIT POUR LA FRANCE

Le réflexe le plus courant, dans la presse française, consiste à lire la montée de l'AfD comme un présage pour le Rassemblement national et vice-versa (une sorte de contagion par capillarité idéologique, l'idée que ce qui progresse à Berlin finira, tôt ou tard, par profiter à Paris, et inversement). Mais attention, c'est le RN qui a rompu avec l'AfD, pas l'inverse. Et cette rupture, loin de s'être estompée avec le temps, s'est plutôt approfondie.

Le 18 mai 2024, à quelques semaines des élections européennes, Maximilian Krah, tête de liste de l'AfD, déclare au quotidien italien La Repubblica que porter l'uniforme SS ne faisait pas automatiquement de quelqu'un un criminel¹⁵¹. La réaction du RN ne se fait pas attendre, et elle est sans ambiguïté. Marine Le Pen a dit qu'il était urgent d'établir un cordon sanitaire (un comble, et une preuve que le parti français court après la dédiabolisation) et ajoute qu'il était temps de rompre nettement avec ce mouvement¹⁵². Le directeur de campagne de Bardella confirme dans la foulée qu'ils ne siégeront plus avec eux

¹⁵¹Le Journal du Dimanche, « Le RN rompt avec l'AfD, son allié embarrassant au Parlement européen », 21 mai 2024, <https://www.lejdd.fr/politique/le-rn-rompt-avec-lafd-son-allie-embarrassant-au-parlement-europeen-145446>.

¹⁵²BBC News, « German far-right AfD in disarray after Nazi remark », mai 2024, <https://feeds.bbc.co.uk/news/articles/cx88nwy934go>.

lors du prochain mandat¹⁵³. Le groupe Identité et Démocratie exclut formellement la délégation AfD quelques jours plus tard. Et désormais, le parti siège au sein de l'ESN avec Sarah Knafo, seule élue Reconquête du Parlement.

L'AfD elle-même exclut Krah de sa délégation après le scrutin, dans l'espoir de recoller les morceaux ; et elle réalise, de surcroît, un score historique aux européennes, ce qui aurait pu amener le groupe des Patriotes pour l'Europe à chercher à recoller les morceaux pour devenir une bonne fois pour toute la troisième force du Parlement (l'ECR les talonnants). Rien n'y fait et les dirigeants du groupe ID, Le Pen et Bardella en tête, (devenu PfE) décident de ne pas réintégrer l'AfD¹⁵⁴. La rupture est toujours effective à l'heure actuelle, et on peut penser que la coopération entre les deux forces, en cas de victoires électorales, sera difficilee...

Cette rupture s'est même précisée. Le 12 mai 2026, dans un entretien à la Frankfurter Allgemeine Zeitung qui a fait grand bruit outre-Rhin, Jordan Bardella prend ses distances avec l'AfD de façon plus argumentée que jamais, citant trois lignes de rupture précises : la manière dont le parti allemand gère la présence de courants néonazis en son sein (et on peut penser que les récentes déclaration de Höcke sur la réintégration de néonazis ne va pas améliorer les relations), la rhétorique de certains de ses cadres sur des questions historiques (les demandes de remigration de certains ne passent pas), et l'existence

¹⁵³Le Journal du Dimanche, « Le RN rompt avec l'AfD, son allié embarrassant au Parlement européen », 21 mai 2024, <https://www.lejdd.fr/politique/le-rn-rompt-avec-lafd-son-allie-embarrassant-au-parlement-europeen-145446>.

¹⁵⁴« Germany's AfD confident about finding new EU partners », Malay Mail (via AFP), 13 juin 2024, <https://www.malaymail.com/amp/news/world/2024/06/13/germanys-afd-confident-about-finding-new-eu-partners/139661>.

d'une aile europhobe poussant à une sortie pure et simple de l'Union¹⁵⁵. Certes, Bardella se préparait en cas d'inéligibilité de Marine Le Pen, à devenir lui-même le candidat du RN pour 2027¹⁵⁶, et qui vise l'Élysée cherche, logiquement, d'autres alliés que ceux qu'on lui prêtait encore deux ans plus tôt, des alliés plus fréquentables et plus puissants en France, où cela compte et où la rhétorique de l'AfD peut déranger.

La réponse d'Alice Weidel ne s'est pas faites attendre, elle reconnaît certes à Bardella la liberté de choisir ses amis à l'international, mais elle assure que son parti reste, en contact étroit avec Paris¹⁵⁷. Une pique qui laisse entendre que d'autres relais existent en France, sans que l'AfD ait besoin du RN en particulier (Reconquête était sûrement visé). Comme dit précédemment, l'AfD s'est retrouvée cantonnée à une formation plus marginale et plus radicale, l'ESN, alors que le RN est membre du PfE, groupe majeur du Parlement. Une séparation qui n'est donc pas seulement rhétorique. Elle est devenue institutionnelle.

Cette posture ne convainc pas tout le monde en Europe, en effet, Le Pen et Bardella ont soutenu l'AfD lors des dernières législatives allemandes, ont affiché leur proximité avec l'administration Trump (avant de se montrer plus timorés), et le RN traîne ses propres casseroles qui les rapprochent de l'AfD (entre prêts bancaires russes,

¹⁵⁵« Bardella distanziert sich von der AfD », News-Pravda Deutschland, 13 mai 2026, <https://germany.news-pravda.com/germany/2026/05/13/271048.html>.

¹⁵⁶« French far right's Le Pen asks protege to prep for 2027 presidential bid », Al Jazeera, 25 juin 2025, <https://www.aljazeera.com/news/2025/6/25/french-far-rights-le-pen-asks-protege-to-prep-for-2027-presidential-bid>.

¹⁵⁷« AfD-Chefin Weidel reagiert auf Bardella-Kritik: "Sind eng mit Paris im Austausch" », Junge Freiheit, mai 2026, <https://jungefreiheit.de/politik/ausland/2026/afd-reagiert-auf-bardella-kritik-schlecht-informiert/>.

ou scepticisme réitéré sur le soutien militaire à l'Ukraine)¹⁵⁸. La distanciation poussée par le RN relèverait moins d'un désaccord de fond que d'un calcul d'image, précisément calibré pour l'échéance de 2027. Pour le RN, on pourrait aussi dire qu'une Allemagne dirigée par l'AfD couperait peut-être le robinet financier que Paris attend de Berlin, quand un chancelier Merz, jugé plus conciliant, continue de livrer ce que la France espère de son voisin¹⁵⁹. Vraie conversion ou calcul froid, l'effet est en tout cas identique sur le terrain qui nous occupe : le RN construit sa respectabilité en partie contre l'AfD, et ne cherche pas à s'en inspirer...

La leçon à tirer n'est donc pas celle d'une contagion mécanique entre deux partis cousins. Elle tient en une divergence. L'AfD a choisi de braver son propre cordon sanitaire et d'en faire un argument de campagne (91 % de ses électeurs n'en ont, de toute façon, plus rien à faire). Le RN, lui, a choisi la stratégie inverse et cherche à bâtir sa respectabilité en se posant, publiquement et à répétition, comme le parti qui sait, lui, où placer sa propre ligne rouge, quitte à la déplacer, le moment venu, sur un autre adversaire que lui-même (bien souvent LFI). Les deux stratégies visent le même sommet. Elles n'empruntent pas le même chemin. Les deux partis n'ont plus grand chose en commun, mais leur objectif reste le même, parvenir au pouvoir...

Chercher une doctrine AfD sur la France, à proprement parler, c'est chercher ce qui n'existe pas. Le parti n'a jamais consacré de texte, de discours de congrès ou de chapitre programmatique à la relation

¹⁵⁸« AfD, Marine Le Pen and other "patriots" ready to align with Trump and Putin against European Democracy », European Interest, 14 décembre 2025, <https://www.europeaninterest.eu/afd-marine-le-pen-and-other-patriots-ready-to-align-with-trump-and-putin-against-european-democracy/>.

¹⁵⁹« Pariser Distanzierung: Bardella geht auf Abstand zur AfD – Weidel kontert kühl », Kettner Edelmetalle, 13 mai 2026, <https://www.kettner-edelmetalle.de/news/pariser-distanzierung-bardella-geht-auf-abstand-zur-afd-weidel-kontert-kuhl-13-05-2026>.

franco-allemande en tant que telle. En effet, son rapport à la France passe presque exclusivement par le RN. Mais la France apparaît, en creux, dans le débat du partage du fardeau ukrainien.

Le 7 juillet 2026, réagissant à l'accord des pays de l'OTAN sur un paquet d'aide de 140 milliards d'euros pour l'Ukraine, le député AfD Gerold Otten, membre de la commission des Affaires étrangères, dénonce le déséquilibre dû au fait que les États-Unis ont largement arrêté leur financement à l'Ukraine, pendant que la France refuse les quotas nationaux et de participer davantage à l'aide, il fustige le fait que c'est l'Allemagne qui, une fois de plus, assume la part du lion¹⁶⁰. Quand l'AfD évoque la France, ce n'est ni en alliée ni en adversaire déclarée, mais en partenaire jugé insuffisamment contributeur, ce qui est une manière très allemande, y compris chez des partis bien plus institutionnels, de regarder Paris. On reste donc dans la continuité, si on s'en tient aux années Scholz et Merz...

Le 2 juillet 2026, c'est Tino Chrupalla, porte-parole fédéral du parti, qui déclare que « les preuves suffisent déjà pour arrêter toute aide militaire à l'Ukraine »¹⁶¹. Ce n'est pas une saillie isolée, mais l'affirmation de ce que le programme fédéral de 2025 rejette explicitement, soit les livraisons d'armes, la participation allemande à la formation de soldats ukrainiens, et toute présence de troupes, au nom d'une Bundeswehr jugée dans un état trop mauvais pour se le permettre¹⁶². Un député de l'AfD a aussi dit « *Si l'Ukraine veut continuer à se battre, c'est son droit,*

¹⁶⁰Gerold Otten, cité dans « AK12 – Verteidigung », AfD-Fraktion im Deutschen Bundestag, 7 juillet 2026, <https://afdbundestag.de/arbeitskreise/verteidigung/>

¹⁶¹Tino Chrupalla, « Militärhilfe für Ukraine einstellen », afd.de, 2 juillet 2026, <https://www.afd.de/tino-chrupalla-militaerhilfe-fuer-ukraine-einstellen/>

¹⁶²« Die Wahlprogramme zu Russlands Angriffskrieg gegen die Ukraine », PRIF Blog, 29 janvier 2025, <https://blog.prif.org/2025/01/29/die-wahlprogramme-zu-russlands-angriffskrieg-gegen-die-ukraine/>

mais ce n'est pas notre affaire »¹⁶³. Cette ligne ne fait pas de l'AfD un parti pacifiste (son programme réclame le retour de la conscription et un réarmement massif de la Bundeswehr). C'est un refus ciblé. Depuis février 2022, l'Allemagne a engagé 79 milliards d'euros d'aide bilatérale à l'Ukraine, deuxième contributeur mondial derrière les États-Unis¹⁶⁴. Une AfD au pouvoir, ou seulement en position d'arbitre budgétaire, couperait ce robinet précis, sans renoncer pour autant à l'ambition militaire allemande en général.

La France s'est construite, depuis 2022, en partenaire de premier plan du soutien européen à Kiev, mais elle ne peut le faire à l'échelle qu'exige la guerre sans le concours allemand, de très loin le premier bailleur européen. Un désengagement allemand ne se contenterait pas d'affaiblir l'effort occidental, il isolerait la France en tête d'un soutien que Berlin aurait cessé de porter à ses côtés, rendrait caduque toute déclaration commune franco-allemande sur l'Ukraine, et reporterait sur le seul budget français une part du fardeau que l'Allemagne assume aujourd'hui (et au vu de la faiblesse de la LPM, nous ne pouvons pas nous le permettre...).

Sur le plan industriel, rien n'indique que l'AfD inverserait la logique déjà à l'œuvre dans l'effondrement du volet avion du SCAF par exemple, et de la fin de la coopération franco-allemande sur l'industrie. Son réarmement voulu de la Bundeswehr se pense en termes strictement nationaux (la force militaire vue comme un instrument de défense et de dissuasion sous contrôle allemand, et non comme un

¹⁶³Alexander Gauland, cité dans « Haltung der AfD zum Ukraine-Krieg stößt auf breiten Widerspruch », Deutscher Bundestag, 25 juin 2026, <https://www.bundestag.de/dokumente/textarchiv/2026/kw26-de-aktuelle-stunde-ukraine-1191868>

¹⁶⁴« Antrag fordert Untersuchung zu Ukraine-Hilfen », Deutscher Bundestag, 29 janvier 2026, <https://www.bundestag.de/dokumente/textarchiv/2026/kw05-de-ukraine-1136952>

approfondissement de la mutualisation avec Paris)¹⁶⁵. Sur ce point, le mystère demeure connaissant les divergences internes, entre une Weidel atlantiste et qui ne renierait pas l'attrait de Merz pour les armes et véhicules américains) et une autre partie de l'AfD plus portée vers l'Est... Dans tous les cas, u parti qui souhaite réarmer sans vouloir partager le commandement n'est pas un partenaire industriel ou diplomatique plus commode que celui qu'il chercherait à remplacer.

Ce qui est ironique, c'est qu'une AfD au pouvoir, hostile à l'aide à l'Ukraine, compliquerait aussi la position d'un éventuel gouvernement RN à Paris, qui a précisément cherché, sous Bardella, à se démarquer sur ce terrain pour paraître fréquentable en Europe. L'AfD au pouvoir ne serait l'alliée commode de personne, à Paris pas plus qu'ailleurs.

¹⁶⁵« Wie rechts ist die Friedensbewegung: Kriegsgegner in der AfD – ein Paradoxon ? », alexander-wallasch.de, 2026, <https://www.alexander-wallasch.de/gesellschaft/wie-rechts-ist-die-friedensbewegung-kriegsgegner-in-der-afd-ein-paradoxon>

CONCLUSION

Alors, le début de la fin du cordon sanitaire ? C'est sûrement trop facile de répondre de la sorte, mais la réponse honnête n'est ni oui ni non. Il ne faut pas se demander si le mur va tomber sous les coups d'un assaut électoral extérieur (l'AfD n'a jamais eu besoin de le prendre d'assaut et se plaît parfaitement dans son rôle de pariât). La question est plus de savoir si les mêmes qui ont juré de faire tenir le cordon tiendront promesse encore longtemps, alors qu'un maire y renonce sans remord, qu'un ministre-président le juge dépassé, et qu'un chancelier, seul ou presque, continue de jurer qu'il tiendra.

L'AfD n'est plus un problème est-allemand que l'Ouest pouvait regarder de loin (cette réalité a cessé d'exister avec les élections fédérales de 2025), en pensant que son essor n'était qu'une poussée de fièvre qui allait passer lorsque les Allemands se laisseraient. La vérité est que les Allemands ne se sont pas lassés, et que c'est la CDU elle-même qui a contribué à faire grandir l'AfD. Ainsi, après Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat, ce sera en septembre la Saxe-Anhalt ou le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale qui vont voir une progression du parti, avec à la clé une possible accession au pouvoir en Saxe. La réalité est que l'AfD progresse partout, à l'Est comme à l'Ouest, au même rythme sinon plus vite que la CDU elle-même. Et le chancelier censé l'endiguer aura passé quinze mois à briser ses propres promesses, du frein à la dette au partenariat avec la France, sans limiter la progression du parti d'extrême-droite, qui était certes engagée depuis longtemps, mais qui s'est dangereusement accélérée depuis 2025.

Les 6 et 20 septembre ne changeront rien à ce diagnostic, quel qu'en soit le résultat. Certes l'AfD peut rêver accéder au pouvoir en Saxe-

Anhalt, mais cela ne sera pas une mince affaire. Une AfD au pouvoir, ouvrirait un test grandeur nature dont personne, pas même le parti lui-même, ne connaît l'issue. Si cela ne se réalisait pas, pour cause de plusieurs partis d'appoint passant la barre des 5 %, ou d'une entente contre nature pour lui faire barrage, elle ne serait pas perdante pour autant, et pourrait se victimiser de plus belle, alors que c'est un pacte chimérique qui l'aurait éloignée du pouvoir, contre un grand nombre de citoyens. En d'autres termes, ce serait un sursis, rien de plus. Dans les deux cas, la dynamique de fond (défiance généralisée, surtout à l'Est, une classe politique fatiguée à l'Ouest, une droite de gouvernement qui n'a plus de boussole claire, un cordon sanitaire mal en point) survivra à la soirée électorale.

Le Cordon Sanitaire, si important soit-il au vu de l'histoire, n'est jamais qu'une convention. Il ne repose sur aucune loi, aucune contrainte matérielle, et seulement sur la conviction, partagée par assez de monde au centre de l'échiquier, qu'il vaut la peine d'être tenu. Cette conviction s'use. Elle s'use par lassitude, par calcul électoral, par l'impression, jamais tout à fait fausse, que l'exclusion nourrit autant qu'elle contient. Et rien ne dit qu'elle s'use plus vite en Allemagne qu'ailleurs sur le continent, y compris chez nous, où le débat sur qui mérite d'être tenu à distance et qui en est dispensé n'a jamais paru aussi vif.

L'histoire ne retiendra peut-être pas septembre 2026 comme le mois où l'AfD a pris le pouvoir. Elle pourrait retenir, en revanche, le moment où plus personne, y compris parmi ceux censés la combattre, n'a su dire pourquoi il fallait encore le lui refuser.

Par **Pierre Clairé**, Directeur Adjoint des études du Millénaire,
Et **William Thay**, Président du Millénaire (volet élections sur les 3 Landers)

Crédit photo : [Rassemblement de l'AfD](#), via Wikimedia Commons sous licence CC BY-SA 3.0



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Directeur général : Matthieu HOCQUE

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clément PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*